



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015

TUTO4PC.COM GROUP

Société anonyme au capital de 566.310 euros

Siège social : 14, rue Lincoln, 75008 Paris

494 925 498 R.C.S. Paris

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous présentons le rapport de gestion sur les activités de la Société et de son groupe pendant l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2015 et clos le 31 décembre 2015 et soumettons à votre approbation les comptes annuels et consolidés de cet exercice.

Nous vous proposons en outre de procéder à l'affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et d'approuver les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports des commissaires aux comptes.

1. Présentation du groupe Tuto4PC.Com Group

1.1. Présentation de l'activité du Groupe

En quelques années, Tuto4pc.com Group (la « Société » et, avec ses filiales, le « Groupe »), ainsi que ses filiales ont créé un nouveau type de média Internet doté de plus de 14,3 millions d'utilisateurs à fin décembre 2015 dont 13,6 millions à l'International et 0,7 million pour la France. Le Groupe, qui édite les sites www.tuto4pc.com et www.pctuto.com a constitué cette audience à partir d'une proposition de valeur novatrice. En contrepartie de l'installation gratuite d'un logiciel d'apprentissage appelé tutoriel ou de la consultation d'une émission vidéo en podcasting, l'internaute recevra quelques affichages publicitaires, plein écran, après avoir validé son inscription dans une base Opt-In et/ou accepté les conditions générales de licence des applicatifs. Ce logiciel publicitaire « PC Billboards » (publiciel) permet ensuite de faire apparaître des publicités durant la navigation de l'internaute sur le Web plus particulièrement au moment de l'ouverture du navigateur.

Le Groupe monétise aujourd'hui cette audience auprès des principales régies publicitaires Internet et de quelques annonceurs en direct. A cette fin, le Groupe a développé son propre adserveur gérant plusieurs millions d'affichages publicitaires quotidiens. Les publicités sont diffusées sur le PC de l'utilisateur en pleine page lors de l'ouverture d'un nouvel onglet ou d'une nouvelle fenêtre Internet, et dans une certaine mesure, peuvent être ciblées selon les centres d'intérêts de l'internaute.

Au titre de 2015, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 9.631.316 euros en baisse de 19,43% par rapport à 2014 et le résultat net part du groupe à une perte de 6.885.790 euros.

1.2. Faits marquants de l'exercice écoulé

Le groupe, après un 1er semestre 2015 (Chiffre d'affaires consolidé de 5.930 Keuros et Résultat net consolidé de 1.089 Keuros) dans la continuité de l'activité 2014 (Chiffre d'affaires consolidé de 11.953 Keuros et Résultat net consolidé de 3.066 Keuros), a été confronté de manière extrêmement violente non seulement aux adblockers mais aussi à la généralisation d'une fonction anti adware dans les antivirus : lorsque le groupe TUTO4PC propose l'installation de son logiciel d'affichage publicitaire (adware), un certain nombre d'antivirus le font apparaître comme malware c'est-à-dire comme un logiciel malveillant, ce qui dissuade l'internaute de télécharger notre logiciel.

Les antivirus ont mis en place cette fonction car elle est dans l'ère du temps ; ce qui est globalement hostile à la publicité et les positionne ainsi en amont des adblockers.

Le groupe a réagi en mettant en demeure les sociétés d'antivirus pour qu'elles modifient la qualification de malware. Certains d'entre eux ont effectivement accepté de refaire apparaître la qualification adware mais le fait de faire apparaître cet adware comme une menace éventuelle, au lieu de le laisser s'installer naturellement sans avertissement comme dans le cadre de nos procédures d'installation historiques, a bien évidemment diminué de manière drastique la capacité d'installation.

Les antivirus agissent aussi de cette manière car un certain nombre d'entre eux reproduisent le business model du groupe en poussant de la publicité après leur installation : une action en concurrence déloyale demanderait des moyens financiers et des délais importants du fait que les antivirus sont principalement des sociétés étrangères.

C'est pourquoi, le groupe a concentré les ressources techniques de sa filiale CLOU4PC afin de mettre en place des solutions de contournement de ces blocages (by pass). La capacité technique des équipes et de leurs partenaires sous-traitants a permis de réassurer une capacité d'installation permettant à moyen terme de rétablir les ratios d'origine.

Cependant, l'écosystème d'annonceurs a été profondément affecté par cet environnement et les capacités à générer le volume de chiffre d'affaires similaire à 2014 sont en conséquence momentanément réduites.

Le savoir-faire de contournement (by pass) du blocage injustifié initié par les antivirus est apparu comme étant constitutif d'une capacité d'analyse des failles des antivirus et pourrait permettre le développement de solutions de cyber sécurité. L'activité de cyber sécurité rencontre un intérêt de principe par sa connotation B to C auprès des intervenants habituels du secteur en France.

Par conséquent, le chiffre d'affaires du second semestre s'est élevé à 3 701 Keuros (contre 5 930 Keuros au premier semestre), en net recul sur l'exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014.

Le groupe a été contraint de réagir rapidement également au niveau de l'ajustement nécessaire de ses charges de fonctionnement et notamment au niveau de sa masse salariale afin de les corrélérer à la baisse de chiffre d'affaires. Ainsi, le groupe a procédé à 26 licenciements économiques pour passer d'un effectif de 54 personnes au 30 juin 2015 à 28 personnes au 31 décembre 2015, aucun de ces licenciements n'ayant à ce jour fait l'objet de procédure de contestation par voie prud'homale.

Parallèlement, le groupe a repris depuis juillet 2015 une renégociation avec ses créanciers financiers compte tenu de son incapacité à payer les montants des échéances mensuelles de l'échéancier négocié l'année précédente (protocole d'accord signé en mars 2015), et dans le cadre duquel le groupe avait pourtant déjà remboursé la somme de 1.927 Keuros sur une durée de 10 mois. La négociation s'est poursuivie en 2016 (cf. paragraphe « Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice social » ci-après).

Il a par ailleurs tiré les conséquences de la baisse significative des flux attendus par son activité en dépréciant de manière exceptionnelle la plupart de ses actifs corporels et incorporels (5 308 Keuros) et ses actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires (668 Keuros) dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

1.3. Evénements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice social et continuité d'exploitation

Les négociations avec les créanciers financiers ont été prorogées à 2 reprises pour aller jusqu'à fin mai 2016, une première fois en date du 22 février 2016 et une seconde fois en date du 7 avril 2016.

Un échec dans les négociations remettrait en cause la continuité d'exploitation et la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité et devrait dans ce cas se placer en procédure collective judiciaire. En effet, afin de sécuriser l'organisation et la visibilité de sa situation, le groupe envisage d'utiliser éventuellement les moyens de protection mis à sa disposition par la loi, procédure de sauvegarde ou mise en redressement judiciaire.

La Direction demeure toutefois confiante dans sa capacité à trouver avec ses principaux créanciers financiers des solutions permettant la préservation des intérêts de toutes les parties.

Par conséquent, les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration dans une hypothèse de continuité d'exploitation, avec l'incertitude décrite ci-dessus concernant le dénouement des négociations avec les créanciers financiers.

Sur le 1er trimestre 2016, le chiffre d'affaires a continué à se dégrader. La diminution des coûts d'exploitation initiée en 2015 n'a pas permis de retrouver un équilibre d'exploitation.

Par ailleurs, le niveau de trésorerie du groupe reste largement insuffisant et ne lui permet plus de financer son exploitation et de dégager des capacités d'investissement nécessaires au redéploiement de son activité d'origine.

2. Examen des comptes et résultats

2.1 Comptes annuels de Tuto4pc.com Group

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Au cours de l'exercice les pertes cumulées sont devenues supérieures à la moitié du capital social. Il appartient donc au conseil d'administration, conformément à l'article L 225-248 du Code de commerce, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire, dans les 4 mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître la perte, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à 700.000 euros

En intégrant 1.909 euros d'autres produits et 3.219 euros de reprises de provisions et de transfert de charge nos produits d'exploitation s'élèvent à la somme globale de 705.128 euros contre 875.483 euros pour l'exercice précédent.

Nos charges d'exploitation se sont élevées à 657.737 euros, contre 605.809 euros pour l'exercice précédent, et comprennent les postes suivants :

- autres achats et charges externes :	439.964 €
- impôts, taxes et versements assimilés :	18.671 €
- salaires et traitements :	126.976 €
- charges sociales :	57.750 €
- dotations aux amortissements sur immobilisations :	10.974 €
- autres charges d'exploitation :	3.402 €

Le résultat d'exploitation s'élève à 47.391 euros contre 269.674 euros pour l'exercice précédent.

Nos produits financiers et nos charges financières se sont élevés respectivement à la somme de 1 euros et de -5.263.695 euros, soit un résultat financier en perte de -5.263.694 euros contre un gain de 1.065.257 euros pour l'exercice précédent.

Les charges financières sont principalement composées de dotations aux amortissements et aux provisions des éléments financiers sur les filiales.

L'exercice écoulé n'a dégagé aucun produit exceptionnel, quant aux charges exceptionnelles, celles-ci se sont élevées à la somme de 19.328 euros, soit un résultat exceptionnel négatif de 19.328 euros contre un résultat, lui-même négatif de 19.064 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice est une perte de -5.235.631 euros contre un bénéfice de 1.270.620 euros pour l'exercice précédent.

Bilan

Actif

Les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 32.873 euros.

Le poste « autres immobilisations financières » s'élève, au 31 décembre 2015, à la somme nette de 283.079 euros correspondant à des actions propres et à des dépôts de garantie et cautionnements versés contre 291.483 euros au 31 décembre 2014.

Le poste « autres participations » correspondant à la valeur des titres des filiales a été totalement provisionné au 31 décembre 2015 contre 2.720.150 euros au 31 décembre 2014.

L'actif circulant s'élève, au 31 décembre 2015, à la somme nette de 620.559 euros correspondant principalement à des autres créances composées majoritairement par les comptes courants des filiales contre 2.783.952 euros au 31 décembre 2014.

Passif :

Le capital social s'élève à la somme de 566.310 euros au 31 décembre 2015 et les primes d'émission et de fusion s'élevant à la somme totale de 5.494.524 euros à cette même date.

Le compte de report à nouveau est négatif et s'élève à - 2.641.782 euros.

Le poste « capitaux propres » est négatif et s'élève, au 31 décembre 2015, à la somme de - 1.632.460 euros contre 3.084.357 euros au 31 décembre 2014, cette variation est principalement constituée par les pertes générées en 2015.

Situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires

Le poste Dettes s'élève à la somme de 2.568.972 euros (contre 2.755.075 euros pour l'exercice précédent), constitué principalement :

- d'emprunt et dettes auprès des établissements de crédit pour :	771.027 €
- de dettes fournisseurs et comptes rattachés pour :	309.788 €
- de dettes fiscales et sociales pour :	42.846 €
- d'autres dettes pour :	1.445.311 €

En application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce, nous vous précisons que les dettes fournisseurs d'un montant total de 309.788 euros se décomposent selon les dates d'échéances comme suit :

	<u>31-déc-2015</u>	<u>31-déc-2014</u>
- non parvenues :	87.279 euros	114.500 euros
- moins de 30 jours :	9.171 euros	14.428 euros
- de 30 à 60 jours :	19.146 euros	2.998 euros
- de 60 à 90 jours :	9.177 euros	42.273 euros
- plus de 90 jours :	185.015 euros	129.272 euros

2.2 Comptes consolidés du Groupe

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par les normes françaises.

Etat du résultat global

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à la somme de 9.631.316 euros contre 11.952.824 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 19,43%.

Il convient d'ajouter à cette somme :

- 925.019 € de production immobilisée et autres produits ;
- 42.284 € de reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges.

En conséquence, les produits d'exploitation du groupe s'élèvent à la somme globale de 10.598.619 euros contre 12.385.631 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 11.653.772 euros, contre 9.249.431 euros pour l'exercice précédent, et comprennent les postes suivants :

- Autres achats et charges externes :	3.083.664 €
- Impôts, taxes et versements assimilés :	138.850 €
- Charges de personnel :	1.970.323 €
- Dotations aux amortissements et provisions :	6.002.325 €
- Autres charges d'exploitation :	458.611 €

Le résultat opérationnel déficitaire s'élève à -1.055.154 euros contre un bénéfice de 3.136.199 euros pour l'exercice précédent.

Les produits financiers et les charges financières se sont élevés respectivement à la somme de 273.161 euros et de 297.306 euros, soit un résultat financier déficitaire de -24.145 euros contre un résultat déficitaire de -297.403 euros pour l'exercice précédent.

En raison des crédits d'impôts recherche obtenus chez Ulimit et Cloud4pc pour un montant total de 306.569 euros (déduction faite de l'impôt à payer) et des impôts différés pour un montant de 630.166 euros l'impôt sur le résultat est une charge de -323.597 euros.

En conséquence le résultat déficitaire de la période s'élève à -6.938.492 euros contre un bénéfice de 3.070.854 euros pour l'exercice précédent. Avec la dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale Light Motion du fait de la non visibilité à court terme de cette société le résultat net (part du groupe) constitue une perte de -6.885.790 euros contre un bénéfice de 3.066.256 euros en 2014.

Le résultat par action s'établit à -1,82 euro contre 0,86 euro pour l'exercice précédent.

Bilan consolidé

Actif

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à la somme nette de 239.732 euros correspondant en totalité aux frais de développement de la filiale Cloud4pc.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 100.725 euros.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 2.340.366 euros, dont 321.221 euros de disponibilités et 42.285 euros de VMP (valeurs mobilières de placement). L'actif circulant est également composé par des créances clients à hauteur de 997.733 euros et par des autres créances pour un montant de 930.943 euros du principalement à des créances fiscales et sociales.

Passif :

Le capital et les primes d'émission s'élèvent à la somme de 6.060.834 euros au 31 décembre 2015.

Les réserves négatives s'élèvent à 1.369.391 euros, contre des réserves également négatives de 4.429.142 euros à fin 2014.

Le poste « capitaux propres part du groupe » s'élève, au 31 décembre 2015, à la somme de -2.194.347 euros contre 4.197.948 euros au 31 décembre 2014, cette variation est principalement constituée par les pertes générées en 2015.

Situation d'endettement du Groupe

Le poste « Emprunt et dettes financières » s'élève à la somme de 2.511.143 euros (contre 3.688.287 euros pour l'exercice précédent), constitué principalement d'emprunts bancaires moyen terme, d'emprunts crédit-bail et de concours bancaires court terme.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 714.518 euros au 31 décembre 2015, contre 707.419 euros pour l'exercice précédent.

Les autres dettes s'élèvent à 1.507.609 euros au 31 décembre 2015, contre 1.785.826 euros pour l'exercice précédent. Ce poste est principalement constitué par des dettes fiscales et sociales mais aussi par des dettes sur immobilisations.

3. Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés – Utilisation des instruments financiers

Les risques liés à l'activité de la Société et du Groupe, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en Annexe C du présent rapport de gestion.

4. Activité en matière de recherche et développement

La Société a bénéficié, au titre de l'année 2015, de deux crédits impôt recherche s'élevant à 172.165 euros pour sa filiale ULIMIT et de 134.403 euros pour sa filiale CLOUD4C. Les dépenses de recherche et développement sont essentiellement composées des salaires des ingénieurs.

5. Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société et du Groupe

Durant le premier trimestre 2016, le chiffre d'affaires du Groupe a continué à se dégrader, ne permettant pas de retrouver un équilibre d'exploitation.

Dans ce contexte très dégradé pour l'activité d'Ulimit (ex Tuto4pc.com) pesant sur la continuité d'exploitation avec un niveau de trésorerie insuffisant pour redéployer l'activité, le Groupe étudie différentes options permettant de retrouver durablement la rentabilité et de pérenniser les moyens de financement de ses opérations.

En parallèle, le Groupe examine les différentes opportunités de développement notamment pour Ulimit dans la collecte de données marketing (type big data) ou pour Light Motion dans la gestion de flottes automobiles adhérentes à Uber.

6. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2015, soit la somme de -5.235.631 euros en totalité au compte « report à nouveau » qui serait ramené, après cette affectation, à la somme de -7.877.413 euros.

7. Rappel des dividendes distribués

Conformément à la loi, nous vous rappelons que la Société n'a pas versé de dividende au cours des trois derniers exercices.

8. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, l'assemblée générale des actionnaires est appelée à approuver notamment les charges et les dépenses non déductibles fiscalement visées l'article 39-4 du même code.

Nous vous indiquons que les comptes sociaux de l'exercice écoulé ne font apparaître aucune charge ou dépense non déductibles fiscalement telles que visées au 4 de l'article 39 du code général des impôts.

9. Conventions réglementées

Vous entendrez lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce.

10. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport sont joints, en annexe A, le tableau visé à l'article R. 225-102 du code de commerce faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

11. Délégations en matière d'augmentation de capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 4, du code de commerce, vous trouverez joint au présent rapport en annexe B un tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit code en cours de validité.

12. Participation des salariés au capital

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés de la Société au capital social, calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce (c'est-à-dire dans le cadre d'une gestion collective), était nulle.

13. Direction générale de la Société

Le conseil d'administration, lors de sa séance du 9 juin 2011, a décidé que, jusqu'à nouvelle décision du conseil d'administration, le président du conseil d'administration assumerait également les fonctions de directeur général et a nommé en conséquence Monsieur Franck Rosset en qualité président directeur général.

Il représente la Société à l'égard des tiers et n'est soumis à aucune limitation de pouvoirs.

14. Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-16 du code de commerce :

Rémunérations des mandataires sociaux

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2015 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

<u>Rémunérations</u> Franck Rosset (PDG)	<u>Exercice 2014 (1)(2)</u>		<u>Exercice 2015 (2)</u>	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	60 000 €	60 000 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €	0€
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	60 000 €	60 000 €	0 €	0 €

(1) rémunération qui a été fixée par le conseil d'administration en 2011

(2) Monsieur Franck ROSSET a également bénéficié en 2014 et 2015 sous la forme d'honoraires, facturés par la société European Sales Growth, la somme de 256 800 € soit l'équivalent d'un salaire mensuel net de 11 922,86 €

<u>Rémunération</u> Jean-Luc Haurais (DGD)	<u>Exercice 2014(1)(2)</u>		<u>Exercice 2015(1)(2)</u>	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe ⁽¹⁾	255 210 €	255 210 €	247 778 €	247 778 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	255 210 €	255 210 €	247 778 €	247 778 €

(1) au titre d'un contrat de travail avec Ulimit

(2) Un avenant au contrat de travail a été signé le 19 janvier 2011 prévoyant une nouvelle rémunération brute mensuelle de 19 083 €

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

<u>Dirigeants mandataires sociaux</u>	<u>Contrat de travail</u>		<u>Régime de retraite supplémentaire</u>		<u>Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction</u>		<u>Indemnités relatives à une clause de non-concurrence</u>	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Franck Rosset, président directeur général	X			X		X		X
<i>Date début mandat :</i>	AGOA du 9 juin 2011							
<i>Date fin mandat :</i>	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016							

<u>Dirigeants mandataires sociaux</u>	<u>Contrat de travail</u>		<u>Régime de retraite supplémentaire</u>		<u>Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction</u>		<u>Indemnités relatives à une clause de non-concurrence</u>	
Jean-Luc Haurais Directeur général délégué	X ⁽¹⁾			X	X ⁽²⁾			X
<i>Date début mandat :</i>	AGOA du 9 juin 2011							
<i>Date fin mandat :</i>	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016							

(1) Contrat de travail avec la filiale Ulimit.

(2) Indemnité de licenciement de un an de salaire prévue dans le contrat de travail avec la filiale Ulimit

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans toutes sociétés

<u>Nom</u>	<u>Principales fonctions exercées dans toutes sociétés</u>	<u>Autres mandats exercés dans toutes sociétés</u>
Franck Rosset Président directeur général	Néant	- Ulimit – membre du Conseil d'Administration - European Sales Growth – Gérant - Light Motion – Président
Jean-Luc Haurais Directeur général délégué	Néant	- Ulimit – membre du Conseil d'Administration
Loïc Vilain Directeur Administratif et Financier	Néant	- Cloud4pc – président - Ulimit – Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

15. Autres informations sociales

15.1. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège en France, ou prises de contrôle de telles sociétés ; cessions de telles participations

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 du code de commerce, nous vous informons que la Société n'a pris aucune participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France, ou pris de contrôle de telles sociétés, ni céder de telles participations.

15.2. Activités des filiales et des sociétés contrôlées

Tuto4pc.com Group est la société mère du Groupe, elle détient la majeure partie des actifs du Groupe et concentre l'essentiel des flux opérationnels liés à son activité.

Au 31 décembre 2015, la Société détenait les filiales suivantes :

- Ulimit (SA) (Paris, France) est une filiale à 99,95% de la Société. Son activité principale est (i) la publicité et la communication sur Internet, (ii) la gestion d'une régie publicitaire en ligne, (iii) la prestation de services en matière de réseau informatique et (iv) le développement de logiciels Tutoriels. Cette filiale comptait 12 employés au 31 décembre 2015. Ulimit a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 8.832.489 euros contre 10.580.481 euros en 2014 et un résultat net après impôt négatif de -4.905.635 euros contre un résultat positif de 2.432.906 euros en 2014.
- Cloud4PC (SAS) (Paris, France) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale est l'édition de solutions de calcul distribué et de solutions de répartition de charges. Cette filiale comptait 4 employés au 31 décembre 2015. Cloud4pc a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 870.000 euros contre 979.776 euros en 2014 et un résultat net après impôt de 165.681 euros contre 143.549 euros en 2014.
- Tuto4pc.com International (Srl) (Espagne) est une filiale à 90% de la Société. Son activité principale consiste à assurer le déploiement local de l'offre commerciale. Cette filiale comptait 10 employés au 31 décembre 2015. Turo4pc.com International a fait en 2015 un chiffre d'affaires de 1.548.011 euros contre 2.591.239 euros en 2014 et un résultat net après impôt déficitaire de -526.358 euros contre un bénéfice de 47.294 euros en 2014.
- Light Motion (SAS) (Paris, France) est une filiale à 100% de la Société. Son activité principale consiste à assurer le développement et la commercialisation d'assistants d'aide à la conduite communautaire. Cette filiale ne comptait aucun employé au 31 décembre 2015. Light Motion a fait en 2015 un chiffre d'affaires de 816 euros contre 1.328 euros en 2014 et un résultat net après impôt déficitaire de -40.478 euros contre une perte de -68.565 euros en 2014.

15.3. Renseignements relatifs à la répartition du capital et à l'autocontrôle – Programme de rachat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales de la Société à la date du 31 décembre 2015 :

Actionnaires	Situation au 31 décembre 2015		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
ROSSET Franck	465 001	12,32 %	12,32 %
INTERNATIONAL MULTIMEDIA PARTICIPATION (IMP)	402 113	10,65 %	10,65 %
GUIDICELLI Godefroy	706 905	18,72 %	18,72 %
HAURAI Jean Luc	637 515	16,89 %	16,89 %
BAKAR Nicolas	322 749	8,55 %	8,55 %
SABA Issa	303 000	8,03 %	8,03 %
ACHOUR Eddie	151 500	4,01 %	4,01 %
INNOVAFOND	357 977	9,48 %	9,48 %
VILAIN Loïc	15	NS(*)	NS(*)
PUBLIC et autres	428 625	11,35 %	11,35 %
TOTAL	3 775 400	100,00 %	100,00 %

(*) NS : non significatif

La Société n'a pas donné avis à une autre société par actions qu'elle détient plus de 10% de son capital.

La Société ne détient pas de participations croisées et n'a donc pas procédé à l'aliénation d'actions.

La société détient au 31 décembre 2015 un total de 192.571 actions propres contre 192.571 au 31 décembre 2014, il n'y a eu aucun mouvement sur l'année 2015.

15.4. Restrictions imposées par le conseil en matière de levée des options consenties ou de vente des actions attribuées gratuitement aux dirigeants.

La Société n'a pas attribué ni options de souscription ou d'achat d'actions ni actions gratuites depuis sa constitution.

15.5. Modifications intervenues au cours de l'exercice dans la composition du capital – Ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions

	Nombre	Valeur nominale (euros)	Capital social (euros)
1. <u>Actions composant le capital social au début de l'exercice</u>	3.575.400	0,15	536.310
2. <u>Actions annulées au cours de l'exercice</u>	n.a.	n.a.	n.a.
Actions composant le capital social en fin d'exercice	3.775.400	0,15	566.310

Il n'a pas été procédé au cours de l'exercice écoulé, à un ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions.

15.6. Evolution du titre – Risque de variation de cours

Depuis la première cotation des actions de la Société sur le marché d'Euronext Paris le 13 juillet 2011 et jusqu'à la clôture du jour précédant la date d'établissement du présent rapport 587.000 titres ont été échangés.

Le titre, qui cotait 6,33 euros lors de la première cotation des actions de la Société, est passé à 1,00 euro à la date d'établissement du présent rapport.

Au cours de l'exercice écoulé, le cours le plus bas enregistré s'est situé à 0,80 euros le 13 novembre 2015 et le cours le plus haut à 4,00 euros le 6 avril 2015.

La capitalisation boursière de la Société au 31 mars 2016 ressortait à 5.134.544 euros (sur la base du cours de clôture soit 1,36 euros).

15.7. Etat récapitulatif des opérations de plus de 5.000 euros des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du code monétaire et financier sur les titres de la Société réalisées au cours de l'exercice écoulé

Néant

Le conseil d'administration

ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe A - Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICES				
	31122015 12 mois	31122014 12 mois	31122013 12 mois	3112012 12 mois	3112011 12 mois
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	566 310	536 310	536 310	536 310	536 310
Prime d'émission	5 494 524	5 024 524	5 024 524	5 024 524	5 024 524
Nombre des actions :					
- ordinaires existantes	3 775 400	3 575 400	3 575 400	3 575 400	3 575 400
- à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	700 000	850 000	850 000	840 000	840 000
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 380	117 961	94 575	574 877	680 062
Impôts sur les bénéfices	0	-45 247	0	0	-450 456
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	-5 235 631	1 270 620	1 813 493	-8 480 216	1 120 255
Résultat par actions					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,002	0,03	0,03	0,16	0,19
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	-1,39	0,36	0,51	-2,37	0,31
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	3	3	3	3	4
Montant de la masse salariale de l'exercice	126 976	198 334	190 643	211 146	259 830
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	57 750	83 931	83 064	99 221	107 243

Annexe B

Tableau des délégations consenties au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

A la date du présent rapport les délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité sont les délégations décrites ci-dessous consenties au conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires :

	<u>Durée de validité à compter l'assemblée générale</u>	<u>Montant nominal maximum (en euros)</u>	<u>Montant nominal maximum commun (en euros)</u>	<u>Date et modalités d'utilisation par le conseil d'administration</u>
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des salariés adhérant au plan d'épargne groupe	18 mois	16.100 €	16.100 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit (i) de membres et censeurs du conseil d'administration de la Société en fonction à la date d'attribution des bons n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales ou (iii) de membres de tout comité mis en place par le conseil d'administration ou que le conseil d'administration viendrait à mettre en place n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales	18 mois	700.000 actions 105 000 €	105 000 € représentant 700 000 actions de 0,15 euro de valeur nominale l'une	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre	38 mois	700.000 actions 105 000 €		Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société	38 mois	700 000 actions 105 000 €		Néant

<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés et dirigeants de la Société et de ses filiales	18 mois	700.000 actions 105 000 €		Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	26 mois	1.000.000 €	1.000.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	26 mois	500.000 €	500.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes dans le cadre d'une ligne de financement en fonds propres	18 mois	500.000 €	500.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées	18 mois	500.000 €	500.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier	26 mois	500.000 €	500.000 €	Néant

<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public	26 mois	500.000 €	500.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	26 mois	500.000 €	500.000 €	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Autorisation à donner au conseil en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions	18 mois	limite maximum de 10 % du montant du capital social par période de vingt-quatre mois	limite maximum de 10 % du montant du capital social par période de vingt-quatre mois	Néant
<u>AG 29 juin 2015</u> : Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder au rachat d'actions de la Société	18 mois	500 000, dans la limite de 10% du capital social	Néant	Néant
<u>AG 27 juin 2014</u> : Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail	18 mois	16.100 €	16.100 €	Néant

<p><u>AG 27 juin 2014</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit (i) de membres et censeurs du conseil d'administration de la Société en fonction à la date d'attribution des BSA n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales, (ii) de membres n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales de tout comité que le conseil d'administration de la Société viendrait à mettre en place, et/ou (iii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société</p>	<p align="center">18 mois</p>	<p align="center">700.000 actions 105 000 €</p>	<p align="center">105 000 € représentant 700 000 actions de 0,15 euro de valeur nominale l'une</p>	<p align="center">Néant</p>
<p><u>AG 27 juin 2014</u> : Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit des salariés et dirigeants de la Société</p>	<p align="center">18 mois</p>	<p align="center">700.000 actions 105 000 €</p>		<p align="center">Néant</p>

Annexe C

Principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée – Utilisation des instruments financiers par la Société

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

L'attention du public est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date d'établissement du présent rapport, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives, peuvent ou pourraient exister.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

TUTO4PC.COM GROUP

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **TUTO4PC.COM GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Faits caractéristiques, évènements postérieurs à la clôture et continuité d'exploitation » de l'annexe qui décrit l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme exposé dans la note 1 « Faits caractéristiques, évènements postérieurs à la clôture et continuité d'exploitation », et la note 3.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe des comptes consolidés, la société a tiré les conséquences, dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015, de la baisse significative des flux attendus par son activité en dépréciant la plupart de ses actifs corporels, incorporels et ses actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires. Nos travaux ont consisté à apprécier la méthodologie mise en œuvre, à vérifier les hypothèses et les calculs sur lesquels se fonde cette estimation et à nous assurer que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Comme indiqué dans la note 3.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe des comptes consolidés, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement et les frais de conquête d'utilisateurs de widgets et de tutoriels répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables français. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons examiné les critères d'activation sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, et nous nous sommes assurés que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 2 mai 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

Arcade Audit

Laurent Bouby
Associé

Sydney Charbit
Associé

TUTO4PC.COM GROUP

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

31-12-2015

Sommaire

<i>Bilan Actif Consolidé</i>	2
<i>Bilan Passif Consolidé</i>	3
<i>Compte de Résultat Consolidé</i>	4
<i>Tableau des flux de trésorerie Consolidé</i>	5
<i>Tableau de variation des capitaux propres</i>	6
<i>Annexe aux comptes consolidés</i>	7
1. Faits caractéristiques et évènements post-clôture.....	7
2. Principe de consolidation	8
2.1. Périmètre de consolidation	8
2.2. Liste des sociétés consolidées	8
2.3. Dates d'arrêté des comptes	9
3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.....	9
3.1. Immobilisations incorporelles	9
3.2. Contrat de location financement.....	10
3.3. Immobilisations corporelles	11
3.4. Immobilisations financières.....	11
3.5. Créances	11
3.6. Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement.....	11
3.7. Imposition différée	11
3.8. Provisions pour risques et charges	11
3.9. Information sectorielle.....	12
3.10. Reconnaissance des revenus.....	12
3.11. Autres produits d'exploitation : production immobilisée.....	12
3.12. Résultat exceptionnel	13
3.13. Crédit d'impôt recherche.....	13
3.14. Crédit impôt compétitivité emploi.....	13
3.15. Frais d'augmentation de capital.....	13
4. Notes sur le bilan et le compte de résultat	14
NOTE 1 : Actif immobilisé.....	14
NOTE 2 : Créances clients	17
NOTE 3 : Autres créances.....	18
NOTE 4 : Valeurs mobilières de placement et disponibilités	18
NOTE 5 : Provisions pour risques et charges.....	19
NOTE 6 : Emprunts et dettes financières	19
NOTE 7 : Autres dettes et comptes de régularisation	20
NOTE 8 : Chiffre d'affaires	21
NOTE 9 : Reprises sur amortissements et provisions	21
NOTE 10 : Autres produits d'exploitation.....	21
NOTE 11 : Autres achats et charges externes	21
NOTE 12 : Impôts et taxes.....	22
NOTE 13 : Charges de personnel.....	22
NOTE 14 : Dotations aux amortissements et aux provisions.....	22
NOTE 15 : Autres charges	22
NOTE 16 : Résultat d'exploitation.....	23
NOTE 17 : Charges et produits financiers	23
NOTE 18: Résultat exceptionnel.....	23
NOTE 19: Impôts sur le résultat.....	24
NOTE 20: Résultat par action	25
NOTE 21: Variation du BFR.....	25
NOTE 22. Autres informations.....	25
NOTE 22.1 : Effectifs à la fin de l'exercice.....	25
NOTE 22.2 : Engagements hors bilan.....	26
NOTE 22.3 : Honoraires versés aux commissaires aux comptes	27
NOTE 22.4 : Parties liées	28
NOTE 22.5 : Rémunération des dirigeants.....	28

Bilan Actif Consolidé

En €	Note Partie 4	31/12/2015	31/12/2014
		Net	Net
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition		0	226 554
Frais de développement		239 732	1 986 827
Concessions, brevets et droits similaires		0	5 021
Droit au bail		0	15 000
Relations clientèle		0	0
Autres immobilisations incorporelles		0	2 420 622
Total immobilisations incorporelles	1.1	239 732	4 654 023
Inst tech, matériel et out. industriels		33 028	40 322
Autres immobilisations corporelles		67 697	842 787
Immobilisations corporelles en-cours			
Total immobilisations corporelles	1.2	100 725	883 108
Immobilisations financières	1.3	104 254	87 056
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE		444 711	5 624 187
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Clients et comptes rattachés	2	997 733	2 391 278
Autres créances et comptes de régularisation	3	930 943	1 032 340
Valeurs mobilières de placement	4	42 285	459 423
Disponibilités	4	321 221	734 405
Charges constatées d'avance		48 185	224 099
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		2 340 366	4 841 544
Frais d'émission d'emprunts à étaler		0	0
TOTAL DE L'ACTIF		2 785 077	10 465 732

Bilan Passif Consolidé

En €	Note Partie 4	31/12/2015	31/12/2014
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		566 310	536 310
Primes liées au capital		5 494 524	5 024 524
Réserves consolidées		-1 369 391	-4 429 142
Résultat groupe		-6 885 790	3 066 256
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		-2 194 347	4 197 948
INTERETS MINORITAIRES		-38 238	14 264
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5	284 392	71 989
DETTES			
Emprunts et dettes financières	6	2 511 143	3 688 287
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		714 518	707 419
Autres dettes et comptes de régularisation	7	1 507 609	1 785 826
TOTAL DES DETTES		4 733 269	6 181 532
TOTAL DU PASSIF		2 785 077	10 465 732

Compte de Résultat Consolidé

En €	Note Partie 4	31/12/2015	31/12/2014
Chiffre d'affaires	8	9 631 316	11 952 824
<i>dont France</i>		3 060 184	4 929 738
<i>dont CEE</i>		1 234 672	2 133 811
<i>dont Hors CEE</i>		5 336 460	4 889 275
Reprises sur amortissements et provisions	9	42 284	5 545
Autres produits d'exploitation	10	925 019	427 262
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		10 598 619	12 385 631
Autres achats et charges externes	11	3 083 664	2 861 353
Impôts et taxes	12	138 850	182 025
Charges de personnel	13	1 970 323	1 921 814
Dotations aux amortissements et provisions	14	6 002 325	4 257 919
Autres charges d'exploitation	15	458 611	26 320
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION		11 653 772	9 249 431
RESULTAT D'EXPLOITATION	16	-1 055 154	3 136 199
Charges et produits financiers	17	-24 145	-297 403
Charges et produits exceptionnels	18	-5 309 042	-26 090
Impôts sur les résultats	19	-323 597	289 943
RESULTAT AVANT AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITIONS ET INTERETS MINORITAIRES		-6 711 938	3 102 650
Amortissements des écarts d'acquisition	14	226 554	31 797
Intérêts minoritaires		-52 702	4 598
RESULTAT NET (part du groupe)		-6 885 790	3 066 256
Résultat par action	20	-1,82	0,86
Résultat dilué par action	20	-1,92	0,91

Tableau des flux de trésorerie Consolidé

En €	Note	31/12/2015	31/12/2014
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		-6 938 492	3 070 853
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</i>			
Amortissements et provisions	14	11 293 436	4 181 788
Variation des impôts différés		705 114	-245 103
Plus-value de cession, nettes d'impôt			0
Intérêts capitalisés		33 036	74 586
= Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		5 093 094	7 082 124
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité:			
Stocks		0	0
Créances d'exploitation		1 003 215	-127 670
Dettes d'exploitation		144 472	-288 438
= Flux net de trésorerie lié à l'activité		6 240 780	6 666 016
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations			
<i>Incorporelles</i>	1	-5 885 461	-5 436 603
<i>Corporelles</i>	1	-15 690	-43 660
<i>Financières</i>	1	-17 198	-1 272
Variation des dettes sur immobilisations	7	-378 118	359 191
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		208 632	11 259
Incidence des variations de périmètre		0	
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de d'investissement		-6 087 834	-5 111 085
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
Augmentation de capital en numéraire		30 000	0
Augmentation des autres capitaux propres		470 000	0
Achats/cessions d'actions propres		0	0
Réduction des capitaux propres		0	0
Subventions d'investissement reçues		0	0
Augmentation des emprunts et dettes financières divers	6	0	0
Diminution des emprunts et dettes financières divers	6	-1 483 269	-833 106
Variations des frais d'acquisitions d'emprunts		0	0
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-983 269	-833 106
VARIATION DE TRESORERIE		-830 323	721 825
Trésorerie d'ouverture	4	1 193 828	472 003
Trésorerie de clôture	4	363 505	1 193 828
VARIATION DE TRESORERIE		-830 323	721 825

Tableau de variation des capitaux propres

En €	Capital	Primes	Titres autodétenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
31/12/2013	536 310	5 024 524	-765 469	-4 535 320	875 755		1 135 800	9 466	1 145 266
Résultat de l'exercice					3 066 256		3 066 256	4 598	3 070 854
Affectation du résultat				875 755	-875 755		0		0
Augmentation de capital							0		0
Acquisition/cessions de titres d'autocontrôle							0		0
Autres mouvements				-4 108			-4 108	200	-3 908
31/12/2014	536 310	5 024 524	-765 469	-3 663 674	3 066 256		4 197 948	14 263	4 212 211
Résultat de l'exercice					-6 885 789		-6 885 789	-52 702	-6 938 491
Affectation du résultat				3 066 256	-3 066 256		0		0
Augmentation de capital	30 000	470 000					500 000		500 000
Acquisition/cessions de titres d'autocontrôle							0		0
Autres mouvements				-6 505			-6 505	200	-6 305
31/12/2015	566 310	5 494 524	-765 469	-603 922	-6 885 789		-2 194 346	-38 239	-2 232 585

Une augmentation de capital a été effectuée en date du 27 mars 2015 d'une valeur totale de 500.000 euros permettant ainsi de créer 200.000 actions. 30.000 euros ont été affecté au capital et 470.000 euros à la prime d'émission.

Annexe aux comptes consolidés

1. Faits caractéristiques, évènements postérieurs à la clôture et continuité d'exploitation

Le groupe, après un 1^{er} semestre 2015 (Chiffre d'affaires consolidé de 5.930 Keuros et Résultat net consolidé de 1.089 Keuros) dans la continuité de l'activité 2014 (Chiffre d'affaires consolidé de 11.953 Keuros et Résultat net consolidé de 3.066 Keuros), a été confronté de manière extrêmement violente non seulement aux adblockers mais aussi à la généralisation d'une fonction anti adware dans les antivirus : lorsque le groupe TUTO4PC propose l'installation de son logiciel d'affichage publicitaire (adware), un certain nombre d'antivirus le font apparaître comme malware c'est-à-dire comme un logiciel malveillant, ce qui dissuade l'internaute de télécharger notre logiciel.

Les antivirus ont mis en place cette fonction car elle est dans l'ère du temps ; ce qui est globalement hostile à la publicité et les positionne ainsi en amont des adblockers.

Le groupe a réagi en mettant en demeure les sociétés d'antivirus pour qu'elles modifient la qualification de malware. Certains d'entre eux ont effectivement accepté de refaire apparaître la qualification adware mais le fait de faire apparaître cet adware comme une menace éventuelle, au lieu de le laisser s'installer naturellement sans avertissement comme dans le cadre de nos procédures d'installation historiques, a bien évidemment diminué de manière drastique la capacité d'installation.

Les antivirus agissent aussi de cette manière car un certain nombre d'entre eux reproduisent le business model du groupe en poussant de la publicité après leur installation : une action en concurrence déloyale demanderait des moyens financiers et des délais importants du fait que les antivirus sont principalement des sociétés étrangères.

C'est pourquoi, le groupe a concentré les ressources techniques de sa filiale CLOU4PC afin de mettre en place des solutions de contournement de ces blocages (by pass). La capacité technique des équipes et de leurs partenaires sous-traitants a permis de réassurer une capacité d'installation permettant à moyen terme de rétablir les ratios d'origine.

Cependant, l'écosystème d'annonceurs a été profondément affecté par cet environnement et les capacités à générer le volume de chiffre d'affaires similaire à 2014 sont en conséquence momentanément réduites.

Le savoir-faire de contournement (by pass) du blocage injustifié initié par les antivirus est apparu comme étant constitutif d'une capacité d'analyse des failles des antivirus et pourrait permettre le développement de solutions de cyber sécurité. L'activité de cyber sécurité rencontre un intérêt de principe par sa connotation B to C auprès des intervenants habituels du secteur en France.

Par conséquent, le chiffre d'affaires du second semestre s'est élevé à 3 701 Keuros (contre 5 930 Keuros au premier semestre), en net recul sur l'exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014.

Le groupe a été contraint de réagir rapidement également au niveau de l'ajustement nécessaire de ses charges de fonctionnement et notamment au niveau de sa masse salariale afin de les corrélérer à la baisse de chiffre d'affaires. Ainsi, le groupe a procédé à 26 licenciements économiques pour passer d'un effectif de 54 personnes au 30 juin 2015 à 28 personnes au 31 décembre 2015, aucun de ces licenciements n'ayant à ce jour fait l'objet de procédure de contestation par voie prud'homale.

Parallèlement, le groupe a repris depuis juillet 2015 une renégociation avec ses créanciers financiers compte tenu de son incapacité à payer les montants des échéances mensuelles de l'échéancier négocié l'année précédente (protocole d'accord signé en mars 2015), et dans le cadre duquel le groupe avait pourtant déjà remboursé la somme de 1.927 Keuros sur une durée de 10 mois. La négociation s'est poursuivie en 2016 (cf. paragraphe « Continuité d'exploitation » ci-après).

Il a par ailleurs tiré les conséquences de la baisse significative des flux attendus par son activité en dépréciant de manière exceptionnelle la plupart de ses actifs corporels et incorporels (5 308 Keuros) et ses actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires (668 Keuros) dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Continuité d'exploitation

Les négociations avec les créanciers financiers ont été prorogées à 2 reprises pour aller jusqu'à fin mai 2016, une première fois en date du 22 février 2016 et une seconde fois en date du 7 avril 2016.

Un échec dans les négociations remettrait en cause la continuité d'exploitation et la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité et devrait dans ce cas se placer en procédure collective judiciaire. En effet, afin de sécuriser l'organisation et la visibilité de sa situation, le groupe envisage d'utiliser éventuellement les moyens de protection mis à sa disposition par la loi, procédure de sauvegarde ou mise en redressement judiciaire.

La Direction demeure toutefois confiante dans sa capacité à trouver avec ses principaux créanciers financiers des solutions permettant la préservation des intérêts de toutes les parties.

Par conséquent, les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration dans une hypothèse de continuité d'exploitation, avec l'incertitude décrite ci-dessus concernant le dénouement des négociations avec les créanciers financiers.

Evènements post-clôture

Sur le 1^{er} trimestre 2016, le chiffre d'affaires a continué à se dégrader. La diminution des coûts d'exploitation initiée en 2015 n'a pas permis de retrouver un équilibre d'exploitation.

Par ailleurs, le niveau de trésorerie du groupe reste largement insuffisant et ne lui permet plus de financer son exploitation et de dégager des capacités d'investissement nécessaires au redéploiement de son activité d'origine.

2. Principe de consolidation

Les comptes consolidés sont établis selon les règles et méthodes relatives aux comptes consolidés approuvées par arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement 99-02 du Comité de la réglementation Comptable et mises à jour par le règlement 2005-10 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les comptes consolidés présentent un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie, un tableau de variation des capitaux propres et une annexe aux comptes consolidés.

2.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont la société mère contrôle directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote à l'exclusion des sociétés ne présentant pas, de par leur taille, un caractère significatif.

Seule la méthode de l'intégration globale a été utilisée car toutes les sociétés sont contrôlées de manière exclusive (détention directe ou indirecte de plus de 50% des droits de vote).

2.2. Liste des sociétés consolidées

Sociétés	N° SIRET	Méthode de consolidation	% d'intérêt 31 décembre 2015	% d'intérêt 31 décembre 2014	Commentaires
TUTO4PC.COM GROUP	49492549800011	Intégration globale	100,00%	100,00%	Société mère
ULIMIT (anciennement TUTO4PC.COM)	45248953700020	Intégration globale	99,95%	99,95%	Changement de dénomination sociale le 15/10/2015
CLOUD 4 PC	52142957100016	Intégration globale	100,00%	100,00%	Création en 2010
TUTO4PC.COM INTERNATIONAL	N/A	Intégration globale	90,00%	90,00%	Création en mars 2011
LIGHT MOTION	51914685600025	Intégration globale	100,00%	100,00%	Acquisition en Février 2012

2.3. Dates d'arrêté des comptes

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes annuels le 31 décembre.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

3.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production à l'exception de l'écart d'évaluation affecté à la relation clientèle d'Ulimit.

Ecart d'acquisition :

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence constatée, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante des capitaux propres retraités, après valorisation et affectation aux immobilisations incorporelles, corporelles ou autres actifs ou passifs des éléments relatifs à celle-ci.

Ce poste comprend :

- Le goodwill Kalistee affecté à 100% à la marque U Limit en 2007 et totalement déprécié : conformément au CRC 99-02 §21120, les actifs identifiés lors de l'acquisition sont activés à leur juste valeur. Cette nouvelle valeur brute constitue la base des amortissements et des dépréciations à venir.
- L'écart d'acquisition de Light Motion, société acquise le 15 février 2012 et dont le goodwill est amorti sur 10 ans et complètement déprécié à fin 2015. Cette dépréciation a été passée du fait de la très faible visibilité de l'activité à venir sur la filiale Light Motion.

Frais de développement :

Selon l'avis du CNC sur les actifs 2004-15, applicable depuis le 1^{er} janvier 2005, les frais de recherche et développement doivent répondre aux 6 critères pour être immobilisés :

- Faisabilité technique du projet ;
- Intention d'aller jusqu'au bout du projet ;
- Possibilité de l'utiliser ou de le vendre ;
- Génération de revenus futurs ;
- Ressources suffisantes pour mener à terme et utiliser ou vendre le produit ;
- Possibilité d'évaluer les coûts de façon fiable.

Les frais de développement correspondent :

- aux frais de personnel engagés pour la création des applicatifs et tutoriels composant la base de contenu et des services proposés à l'internaute en téléchargement ;
- à d'autres dépenses engagées pour le développement de projets.

Le coût de personnel à immobiliser pour les différents applicatifs est calculé en se fondant sur un suivi des temps des ingénieurs par logiciel et par version du logiciel.

Les frais de développement font l'objet d'un amortissement sur 3 ans.

Concessions, brevets et droits similaires :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue

Logiciels acquis	1 an
Serveurs informatiques	3 ans
Droits de licence	5 ans

Relation clientèle :

La différence entre la juste valeur des actifs et passifs de la société Ulimit et le prix d'acquisition de cette dernière a été totalement affecté en relation clientèle représentant des relations contractuelles avec les clients.

La relation clientèle a été évaluée sur la base du chiffre d'affaires des principaux clients d'Ulimit.

Cet actif incorporel fait annuellement l'objet d'un test de dépréciation. A la fin de chaque année, le chiffre d'affaires réalisé ou attendu est comparé avec le chiffre d'affaires initial et une baisse de l'activité réalisée ou attendue se traduit par une dépréciation de même montant de la relation clientèle initialement activée.

Ce poste est entièrement déprécié depuis fin 2012.

Autres immobilisations incorporelles :

Le poste « autres immobilisations incorporelles » est constitué :

- Des frais de conquête d'utilisateurs de widgets et de tutoriels : ces coûts d'acquisition suivent le traitement des coûts de développement énoncé par les articles R 123-186 du code de commerce et article 311-3 du Plan Comptable Général. Ces frais sont inscrits à l'actif lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés ayant des chances sérieuses de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Les frais sont amortis sur la base de l'évolution du parc de logiciels d'affichage de panneaux numériques actifs d'un exercice sur l'autre.

Pour rappel, au 31/12/2014, afin de tenir compte de l'évolution de ce parc sur l'exercice, les frais de conquête de l'année 2014 ont commencé à être dépréciés de manière linéaire sur 12 mois à compter du 01/01/2014 et cela dès le 1^{er} mois qui suit l'achat. Par exemple, les dépenses du mois de janvier ont été amorties à partir du mois de février sur une durée de 12 mois et ainsi de suite pour tous les autres mois de l'année.

Suivi des actifs incorporels :

Les actifs incorporels inscrits au bilan sont amortis ou dépréciés comme indiqué ci-dessus, puis, font également l'objet d'un test de valeur, fondé sur les perspectives de flux de trésorerie futurs. Dans l'hypothèse d'une évaluation inférieure de leur valeur recouvrable à leur valeur nette comptable au bilan, un amortissement exceptionnel de ces actifs est comptabilisé. Les principales hypothèses retenues pour la détermination de leur valeur recouvrable étaient les suivantes au 31 décembre 2014 :

- budget financier sur 5 ans validé par la Direction Générale du groupe. Les flux de trésorerie au-delà de 3 ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini ;
- Taux de croissance du chiffre d'affaires de 2014 à 2015 de 10 % par an ; avec 1% de progression les années suivantes ;
- Taux de croissance à l'infini : 1,8% ;
- Coût moyen pondéré du capital estimé à 10 %.

Au 31 décembre 2015, compte tenu de la dégradation de l'activité devenue structurelle et des perspectives de flux de trésorerie futurs incertaines, les frais de développement de la filiale Ulimit ainsi que les frais de conquête de l'année 2015 et le solde de l'année 2014 ont fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

Les frais de développement de la filiale Ulimit ont été dépréciés en totalité à fin 2015 du fait de la dépréciation totale des PC Billboards car ces développements sont directement liés à la seule activité des PC Billboards.

Pour ce qui est des frais de développement de la filiale Clou4pc ceux-ci ont gardé le traitement normal d'amortissement sur 3 ans car non liés aux PC Billboards et nécessaires à très court terme à la nouvelle croissance de Cloud4pc.

3.2. Contrat de location financement

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué ont la nature de contrats de location financement. Ces actifs sont amortis sur la durée d'utilisation des biens. Une dette financière est enregistrée en contrepartie.

A l'inverse, les contrats qui ne sont pas qualifiés de contrats de location financement ont la nature de contrats de location simple. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de manière linéaire sur la durée des contrats.

Les engagements relatifs aux contrats de location financement sont présentés dans la partie 5 « Autres informations » de l'annexe.

3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements et aménagements des constructions	5 à 8 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 6 ans
Mobilier	3 à 6 ans
Matériel de transport	5 ans

3.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôt de garantie. Elles sont inscrites au bilan pour leur valeur d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise.

3.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

Pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

3.6. Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Les plus-values latentes à la clôture ne sont pas enregistrées dans le compte de résultat.

3.7. Imposition différée

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable qui tient compte, pour le calcul, des conditions d'imposition connues à la clôture de l'exercice.

Les impôts différés concernent principalement les décalages temporaires entre le résultat fiscal et le résultat retraité (provisions non déductibles...).

Les déficits fiscaux reportables en avant donnent lieu à la constatation d'un produit (actif) d'impôt différé dans la mesure où ils compensent des dettes d'impôts différés. Ils ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts actifs nets sauf si leur récupération sur une durée raisonnable est quasi-certaine.

3.8. Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la société.

Le montant des provisions est déterminé en fonction d'une estimation des coûts probables à venir, et selon la nature des provisions, par utilisation le cas échéant des méthodes statistiques basées sur des historiques.

Les provisions pour risques et charges concernent notamment la provision concernant les engagements de retraite.

Le montant des droits acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Concernant la provision pour engagements de retraite, les hypothèses ci-dessous ont permis le calcul de cette provision :

Hypothèses	31/12/2015	31/12/2014
Taux d'actualisation	1,50%	2,50%
Taux de revalorisation des salaires	de 0%	de 0,80% à 3,50% pour un cadre de 0,80% à 3,50% pour un employé
Taux de charges sociales	45% pour un cadre 40% pour un employé	45% pour un cadre 40% pour un employé
Proportion de départ volontaire	Pour un cadre et un non cadre : 7% de 20 à 29 ans, 4% de 30 à 39 ans, 2% de 40 à 49 ans, 1% de 50 à 59 ans et 0% > 60 ans	de 0,00% à 5,50% pour un cadre de 0,00% à 5,50% pour un employé
Age de départ volontaire à la retraite	65 ans	65 ans
Table de mortalité	TD09-11	TF00-02

3.9. Information sectorielle

Selon le Règlement 99-02, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

L'information sectorielle requise par le Règlement 99-02 doit être fournie pour chaque secteur individualisé au sein de l'entreprise qui représente au minimum 10% du total consolidé des indicateurs à ventiler, c'est-à-dire le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation ou les immobilisations.

Les trois zones géographiques retenues sont :

- Zone géographique 1 : France ;
- Zone géographique 2 : CEE ;
- Zone géographique 3 : Hors CEE.

Les secteurs d'activité retenus sont :

- Vente d'affichages publicitaires
- Autres pour l'ensemble des activités non significatives (<2% du total du chiffre d'affaires).

3.10. Reconnaissance des revenus

Pour commercialiser la diffusion de publicité et la base de données, la société Ulimit a recours aux services de partenaires de liens sponsorisés.

Les recettes d'Ulimit sont générées par la vente de publicité sous forme d'affichage pleine page à partir du logiciel d'affichage installé sur les ordinateurs des abonnés.

Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont entièrement constitués de la vente d'affichages publicitaires : le chiffre d'affaires est reconnu à la date de diffusion ou à la fin de la campagne publicitaire.

3.11. Autres produits d'exploitation : production immobilisée

La production immobilisée correspond aux dépenses engagées au cours de l'exercice pour la création des applicatifs et tutoriels composant la base de contenu et des services proposés à l'internaute en téléchargement.

3.12. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'opérations ou d'évènements clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.13. Crédit d'impôt recherche

Le produit de crédit d'impôt recherche est comptabilisé, en moins de la charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice. Les montants du crédit d'impôt recherche sur 2015 est le suivant :

- Ulimit : 172 165 € (177 626 € en 2014)
- Cloud4pc : 134 403 € (131 007 € en 2014)

3.14. Crédit impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 a été constaté pour un montant de 26 303 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit d'un sous-compte du 641 - Charges de personnel.

Le produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Ce crédit d'impôt est utilisé pour continuer à favoriser l'évolution des salaires et les efforts en termes d'investissement.

3.15. Frais d'augmentation de capital

La société a adopté la méthode dite préférentielle en ce qui concerne la comptabilisation des frais d'augmentation de capital. Les frais ayant concouru à l'introduction en bourse de la société ont été imputés nets d'impôts sur la prime d'émission, tel que le prévoit l'avis du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité n°2000-D en date du 21 décembre 2000.

4. Notes sur le bilan et le compte de résultat

NOTE 1 : Actif immobilisé

1.1. Immobilisations incorporelles

BRUT

En €	Ecart d'acquisition	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Droit au bail	Relation clientèle	Autres immobilisations incorporelles	Total
Arrêté du 31/12/2014							
Solde à l'ouverture	317 970	5 121 960	2 256 799	15 000	4 880 311	7 662 310	20 254 349
Augmentation		1 434 273	10 098			3 992 232	5 436 603
Sortie		-2 418 677	-2 253 651			-2 715 652	-7 387 980
Solde à la clôture	317 970	4 137 556	13 246	15 000	4 880 311	8 938 890	18 302 972
Arrêté du 31/12/2015							
Solde à l'ouverture	317 970	4 137 556	13 246	15 000	4 880 311	8 938 890	18 302 972
Augmentation		1 623 507				4 261 954	5 885 461
Sortie				-15 000		-3 253 255	-3 268 255
Solde à la clôture	317 970	5 761 062	13 246	0	4 880 311	9 947 589	20 920 178

AMORTISSEMENT ET DEPRECIATION

En €	Ecart d'acquisition	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Droit au bail	Relation clientèle	Autres immobilisations incorporelles	Total
Arrêté du 31/12/2014							
Solde à l'ouverture	59 619	3 577 583	2 256 799		4 880 311	6 399 801	17 174 113
Augmentation des amortissements et dépréciations	31 797	991 823	5 077			2 834 119	3 862 816
Sortie		-2 418 677	-2 253 651			-2 715 652	-7 387 980
Solde à la clôture	91 416	2 150 730	8 224		4 880 311	6 518 269	13 648 949
Arrêté du 31/12/2015							
Solde à l'ouverture	91 416	2 150 730	8 224		4 880 311	6 518 269	13 648 949
Augmentation des amortissements et dépréciations	226 554	3 370 602	5 021			6 442 575	10 044 752
Sortie						-3 013 255	-3 013 255
Solde à la clôture	317 970	5 521 331	13 246		4 880 311	9 947 590	20 680 446

NET

En €	Ecart d'acquisition	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Droit au bail	Relation clientèle	Autres immobilisations incorporelles	Total
Arrêté du 31/12/2014							
Solde à l'ouverture	258 351	1 544 377	0	15 000	0	1 262 509	3 080 237
Augmentation	-31 797	442 450	5 021	0	0	1 158 113	1 573 786
Sortie	0	-1	0	0	0	0	-1
Solde à la clôture	226 554	1 986 826	5 021	15 000	0	2 420 621	4 654 023
Arrêté du 31/12/2015							
Solde à l'ouverture	226 554	1 986 826	5 021	15 000	0	2 420 621	4 654 024
Augmentation	-226 554	-1 747 095	-5 021	0	0	-2 180 621	-4 159 291
Sortie	0	0	0	-15 000	0	-240 000	-255 001
Solde à la clôture	0	239 732	0	0	0	0	239 732

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition de Light Motion, société acquise le 15 février 2012 et dont le goodwill est amorti sur 10 ans et complètement déprécié à fin 2015. Cette dépréciation a été passée du fait de la très faible visibilité de l'activité à venir sur la filiale Light Motion.

Concessions et brevets

Les concessions, brevets et droits similaires sont composés de licences qui intègrent la mise en service des développements informatiques des exercices précédents ainsi que de l'année en cours.

Frais de développement et autres actifs incorporels

La filiale Cloud4pc a été amenée à poursuivre les développements expérimentaux cherchant à optimiser les campagnes d'affichage de plus en plus nombreuses au niveau mondial. La multiplicité des pays et des annonceurs couplée à l'optimisation du nombre d'installation par zone géographique rend très difficile la gestion des campagnes et des ressources serveurs associées.

Au vue de la baisse d'activité devenue structurelle, il a été décidé de déprécier en totalité les frais de développement de l'année 2015 et les soldes des années précédentes de la filiale Ulimit ainsi que les autres immobilisations incorporelles pour un montant total de 5 308K€ au 31 décembre 2015.

Relation clientèle

En €	31/12/2015	31/12/2014
Relation contractuelle clients	4 880 311	4 880 311
Provision pour dépréciation relation contractuelle clients	-4 880 311	-4 880 311
Net	0	0

Immobilisations incorporelles prises en crédit-bail :

En €	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute	374 000	374 000
Dotations aux amortissements	0	
Amortissements cumulés	374 000	374 000
Valeur nette comptable	0	0

Ces immobilisations incorporelles correspondent à des droits de licence et des bases de données.

Le poste « autres immobilisations incorporelles » comprend également une marque acquise en 2005 pour 1.5M€ et totalement dépréciée au 31 décembre 2007.

1.2. Immobilisations corporelles

BRUT

En €	Inst tech, matériel et out. industriels	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Arrêté du 31/12/2014				
Solde net à l'ouverture	49 608	1 739 996	0	1 789 605
Augmentation	22 910	20 751		43 661
Diminution	-2 548	-60 943		-63 490
Solde à la clôture	69 971	1 699 804	0	1 769 775
Arrêté du 31/12/2015				
Solde net à l'ouverture	69 971	1 699 804	0	1 769 775
Augmentation		258 446		258 446
Diminution				0
Solde à la clôture	69 971	1 958 249	0	2 028 221

AMORTISSEMENT

En €	Inst tech, matériel et out. industriels	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Arrêté du 31/12/2014				
Solde net à l'ouverture	25 673	621 680	0	647 353
Dotation	6 524	296 281	0	302 805
Reprise	-2 548	-60 943	0	-63 490
Solde à la clôture	29 650	857 017	0	886 667
Arrêté du 31/12/2015				
Solde net à l'ouverture	29 650	857 017	0	886 667
Dotation	7 294	1 033 535	0	1 040 829
Reprise			0	0
Solde à la clôture	36 943	1 890 552	0	1 927 495

NET

En €	Inst tech, matériel et out. industriels	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Arrêté du 31/12/2014				
Solde net à l'ouverture	23 935	1 118 316	0	1 142 252
Variation	16 386	-275 530	0	-259 145
	40 322	842 788	0	883 108
Arrêté du 31/12/2015				
Solde net à l'ouverture	40 322	842 788	0	883 108
Variation	-7 294	-775 090	0	-782 383
Solde à la clôture	33 028	67 697	0	100 725

Immobilisations corporelles prises en crédit-bail :

En €	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute	1 677 406	1 434 650
Dotation aux amortissements et dépréciations	996 710	250 865
Amortissements cumulés	1 677 406	680 696
Valeur nette comptable	0	753 954

Les actifs corporels en crédit-bail sont dépréciés à 100% au 31 décembre 2015 car ils ne sont plus nécessaires à l'activité du groupe.

1.3. Immobilisations financières

En €	Titres de participation	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	Créances sur participation	Dépôts et cautionnements versés	Total
Arrêté du 31/12/2014					
Solde net à l'ouverture	0	1 808	0	95 283	97 091
Acquisitions				1 272	1 272
Cessions				11 259	11 259
Provisions		48			48
Solde net à la clôture	0	1 760	0	85 296	87 056
Au 31/12/2014					
Brut	0	1 808	0	85 296	87 104
Provisions	0	48	0	0	48
Valeur nette comptable	0	1 760	0	85 296	87 056
Arrêté du 31/12/2015					
Solde net à l'ouverture	0	1 808	0	85 296	87 104
Acquisitions				17 198	17 198
Cessions					0
Provisions		48			48
Solde net à la clôture	0	1 760	0	102 494	104 254
Au 31/12/2015					
Brut	0	1 808	0	102 494	104 302
Provisions	0	48	0	0	48
Valeur nette comptable	0	1 760	0	102 494	104 254

NOTE 2 : Créances clients

En €	31/12/2015	31/12/2014
<i>Clients et comptes rattachés:</i>		
Brut	2 148 714	3 340 820
Provisions	1 150 981	949 543
Total net clients et comptes rattachés	997 733	2 391 278

En €	31/12/2015	A un an au plus	A plus d'un an
Clients	2 063 336	2 063 336	0
Factures à établir	85 378	85 378	0
Total	2 148 714	2 148 714	0

NOTE 3 : Autres créances

En €	31/12/2015	31/12/2014
Avances et acomptes versés	0	0
Fournisseurs débiteurs	66 438	0
Créances fiscales et sociales	786 028	311 906
Impôts différés (1)	52 794	720 434
Autres créances dont :	25 683	0
<i>Retenue de garantie CGA</i>	0	0
Total valeur brute	930 943	1 032 340
Provisions	0	0
Total net des autres créances et comptes de régularisation	930 943	1 032 340

(1) Le détail, par nature, des impôts différés est le suivant :

En €	31/12/2015	31/12/2014
Plus-value latente sur OPCVM	6 342	1748
C3S	0	5 299
Crédit-bail	24 505	2 058
Engagements de fin de carrière	21 464	23 996
Plus-value lease back et amort.	483	20 667
Déficit Ulimit	0	666 667
Total impôts différés	52 794	720 434

Au vue de la baisse d'activité et de la faible visibilité à court terme il a été décidé de déprécier en totalité les impôts différés actifs sur les déficits reportables à hauteur de 666 667 euros.

NOTE 4 : Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	31/12/2015	31/12/2014
SICAV	42 285	459 423
Valeurs mobilières de placement brutes	42 285	459 423
Provision sur VMP	0	0
Valeurs mobilières de placement nettes	42 285	459 423
Disponibilités	321 221	734 405
Total de la trésorerie active brute	363 505	1 193 828

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement est la suivante :

- Au 31/12/2015 42 285 €

NOTE 5 : Provisions pour risques et charges

En €	Provisions pour retraites	Provision pour litiges	Total
Situation au 31/12/2014	71 989	0	71 989
Dotations		220 000	220 000
Reprises	7 597		7 597
Situation au 31/12/2015	64 392	220 000	284 392

Concernant le litige SNCF suite à la décision de cassation ayant cassé la condamnation de la société Ulimit pour concurrence déloyale le dossier revient en appel avant l'été 2016. Par mesure de prudence et en attendant la fin de la procédure, il a été provisionné dans les comptes 2015 la somme de 220.000 euros correspondant au premier remboursement reçu de la SNCF, somme qui avait été versée à l'époque par la société Ulimit (anciennement Tuto4pc.com (ex Eorezo)).

Concernant le litige GOOGLE, l'appel faisant suite à la décision de 1ere instance qui n'avait pas donné satisfaction aux demandes de la société Ulimit pour le dédommagement des préjudices de chiffre d'affaires résultant de la rupture unilatérale par Google de ses relations commerciales avec la société Ulimit (anciennement Tuto4pc.com (ex Eorezo)), devrait être plaidé en Juin 2016.

NOTE 6 : Emprunts et dettes financières**Ventilation par nature**

En €	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 426 398	1 889 306
Emprunts crédits-baux	1 051 710	1 096 463
Concours bancaires courants	0	633 790
Intérêts courus non échus-passif	33 036	68 727
Total des emprunts et dettes financières	2 511 144	3 688 287

Ventilation par échéance

En €	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts et dettes à moins d'un an	2 511 144	2 107 593
Emprunts et dettes de 1 à 5 ans	0	1 580 694
Emprunts et dettes à plus de cinq ans	0	0
Total des emprunts et dettes financières	2 511 144	3 688 287

Cette ventilation par échéance a été faite sur la base des renégociations bancaires acceptées le 4 mars 2015.

En €	31/12/2014	+	-	31/12/2015
Emprunts crédits-baux	1 096 463	242 756	287 510	1 051 710
Emprunt CA - 2.415.000€	944 049	144 663	283 215	805 497
CIC - Emprunt 300 K€	55 859	30 369	18 620	67 608
Prêt Palatine - 600K€	244 524		171 958	72 566
Prêt Banque Populaire - 500K€	281 367		204 680	76 687
Prêt Palatine - 400K€	227 699		190 324	37 375
Banque populaire - 220 K€	135 807		45 269	90 538
SG		276 126		276 126
Concours bancaires courants	633 791		633 791	0
Intérêts courus non échus	68 727	33 036	68 727	33 036
Total	3 688 287	726 950	1 904 093	2 511 144

Au 31/12/2015, les six emprunts auprès des établissements de crédit sont :

- Un emprunt de 2 415 000 €, dont le solde est de 805 497 € au 31 décembre 2015, contracté auprès du Crédit Agricole avec un taux fixe de 5.35% ;
- Un emprunt de 300 000 €, dont le solde est de 67 608 € au 31 décembre 2015, contracté auprès du CIC avec un taux variable EURIBOR de 1 mois + marge de 2.1%.
- Un emprunt de 600 000 €, dont le solde est de 72 566 € au 31 décembre 2015, contracté auprès de la banque Palatine avec un taux nominal fixe de 3.29%.
- Un emprunt de 500 00 €, dont le solde est de 76 687 € au 31 décembre 2015, contracté auprès de la banque Palatine avec un taux fixe de 3.90%.
- Un emprunt de 400 000 €, dont le solde est de 37 375 € au 31 décembre 2015, contracté auprès de la banque Palatine avec un taux fixe de 4.50 % ;
- Un emprunt de 220 000 €, dont le solde est de 90 538 € au 31 décembre 2015, contracté auprès de la Banque Populaire avec un taux fixe de 3.50 %

Il n'y a aucun covenant associé aux emprunts souscrits.

Afin de couvrir le risque de hausse des taux d'intérêt variables, la société a souscrit, à compter du 18 juin 2010 un instrument de couverture (CAP de taux) lui garantissant un plafond de taux pour l'emprunt de 300 K€ contracté.

NOTE 7 : Autres dettes et comptes de régularisation

En €	31/12/2015	31/12/2014
Impôt sur les bénéfices	0	0
Impôts différés	75 045	112 519
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes sur acquisitions de titres	0	0
Dettes fiscales et sociales	652 562	703 439
Autres dettes	325 655	137 405
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	454 346	832 464
Produits constatés d'avance	0	0
Total des autres dettes et comptes de régularisation	1 507 609	1 785 826

NOTE 8 : Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires en euros	31/12/2015	31/12/2014
Vente d'affichages publicitaires	9 631 316	11 952 824
Total chiffre d'affaires	9 631 316	11 952 824
France	3 060 184	4 929 738
CEE	1 234 672	2 133 811
Hors CEE	5 336 460	4 889 275

NOTE 9 : Reprises sur amortissements et provisions

Le poste est principalement composé d'une reprise sur dépréciation clients pour 33 K€.

NOTE 10 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont principalement composés de la production immobilisée relative aux frais de R&D.

NOTE 11 : Autres achats et charges externes

En €	31/12/2015	31/12/2014
Achats d'études et prestations de services	7 512	4 998
Achats de matériel, équipements et travaux	24 198	28 423
Achats non stockés de matières et fournitures	30 024	39 175
Locations	418 135	384 295
Charges locatives	24 602	21 966
Entretien et réparations	78 211	85 953
Primes d'assurance	79 836	83 299
Honoraires	1 440 351	1 225 163
Publicité et relations publiques	-3 278	36 006
Frais de transport	1 368	1 781
Déplacements, missions, réceptions	836 606	813 797
Affranchissements et télécommunications	81 347	95 625
Services bancaires	64 752	40 870
Total des autres achats et charges externes	3 083 664	2 861 353

Les variations les plus significatives sont expliquées de la façon suivante :

- Les Honoraires passent de 1.225 K€ à 1.440 K€ en 2015 : Cette augmentation est principalement due aux honoraires d'avocats pour le suivi des dossiers GOOGLE et SNCF.

NOTE 12 : Impôts et taxes

Les impôts et taxes sont principalement composés de la CVAE et la C3S.

NOTE 13 : Charges de personnel

En €	31/12/2015	31/12/2014
Salaires et traitements	1 494 573	1 462 439
Charges sociales	475 750	459 376
Total charges de personnel	1 970 323	1 921 814

NOTE 14 : Dotations aux amortissements et aux provisions

En €	31/12/2015	31/12/2014
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- immobilisations incorporelles	-5 227 613	-3 831 019
- relations clients	0	0
- immobilisations corporelles	-318 587	-307 302
- actif circulant	-234 848	-102 384
- risques et charges	-221 277	-17 214
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	-6 002 325	-4 257 919

La provision pour dépréciation de l'actif circulant correspond principalement à des créances échues pour lesquelles la recouvrabilité présente un risque au 31 décembre 2015.

Les dotations aux amortissements et aux provisions correspondent principalement à la dépréciation du parc de PC Billboard conformément à la méthode retenue (Cf page 10 - Autres immobilisations incorporelles).

L'écart d'acquisition de la société Light motion a fait l'objet d'une dépréciation de 227 K€ afin d'être entièrement déprécié du fait de l'absence d'activité de cette société.

NOTE 15 : Autres charges

En €	31/12/2015	31/12/2014
Autres charges		
- Redevance versée		
- Charges de gestion courantes	249 978	26 320
- VNC actifs cédés	208 632	0
Total des autres charges	458 611	26 320

NOTE 16 : Résultat d'exploitation

EBITDA en euros	31/12/2015	31/12/2014
Ventes nettes	9 631 316	11 952 824
Reprises sur amortissements et provisions	42 284	5 545
Autres produits d'exploitation	925 019	427 262
Charges d'exploitation	-11 653 772	-9 249 431
EBIT (=Résultat courant avant IS et résultat financier) (1)	-1 055 153	3 136 200
Reprises sur amortissements et provisions	-42 284	-5 545
Dotations aux amortissements et provisions	6 002 325	4 257 919
EBITDA (2)	4 904 888	7 388 574

(1) EBIT = Résultat d'exploitation

(2) EBITDA = Résultat d'exploitation augmenté des dotations aux amortissements et provisions

NOTE 17 : Charges et produits financiers

	31/12/2015	31/12/2014
Produits financiers de participation	0	0
Revenus de VMP	11 251	12 128
Autres produits financiers	0	0
Total des produits financiers (hors change)	11 251	12 128
Intérêts des autres emprunts et des découverts	-72 230	-278 631
Charges liées aux VMP	0	0
Dotations aux provisions	0	0
Total des charges financières (hors change)	-72 230	-278 631
Total des charges et produits financiers (hors change)	-60 979	-266 502
Gains de change	261 910	84 712
Pertes de change	-225 076	-115 613
Résultat des opérations de change	36 834	-30 901
Total des charges et produits financiers	-24 145	-297 403

NOTE 18: Résultat exceptionnel

Au 31 décembre 2015, compte tenu de la dégradation de l'activité devenue structurelle et des perspectives de flux de trésorerie futurs incertaines, les frais de développement de la filiale Ulimit ainsi que les frais de conquête de l'année 2015 et le solde de l'année 2014 ont fait l'objet d'une dépréciation à 100% pour un montant de 5 308 K€.

NOTE 19: Impôts sur le résultat

En €	31/12/2015	31/12/2014
Impôt exigible	-306 569	-19 403
Impôt différé	630 166	-270 540
Total des impôts sur le résultat	323 597	-289 943

En €	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net des entreprises intégrées	-6 885 789	3 066 256
Amortissements des écarts d'acquisition	226 554	31 797
Impôts sur les résultats	323 597	-289 943
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	-6 335 638	2 808 110
Total des différences temporaires et permanentes	751 715	-92 061
Charge d'impôt théorique à 33,33%	-1 861 308	905 350
-Différentiel de taux des pays étrangers	43 863	-5 130
-Crédits d'impôts	-306 569	-352 843
-Déficit ordinaire reportable, créé en N	1 844 454	23 156
-Déficit reportable utilisé en N	-9 442	-632 670
-Dépréciation des IDA	666 667	0
-Autres	-54 067	-227 805
Produit d'impôt réel	323 597	-289 943

En €	31/12/2015	31/12/2014
Impôt dû par les sociétés si elles étaient imposées séparément	0	28 517
Impôt dû par le groupe	0	65 306
Economie (charge) d'impôt effective de l'exercice	0	36 789
Liste des sociétés intégrées fiscalement		
TUTO4PC.COM GROUP	1	1
TUTO4PC.COM	1	1
LIGHT MOTION	1	1
Nombre de sociétés intégrées	3	3

NOTE 20: Résultat par action

En €	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net part du groupe	-6 885 790	3 066 256
Nombre pondéré d'actions en circulation	3 775 400	3 575 400
Résultat de base par action	-1,82	0,86

Résultat dilué par action

	31/12/2015	31/12/2014
Numérateur		
Résultat net part du groupe	-6 885 790	3 066 256
Dénominateur		
Nombre pondéré d'actions en circulation	3 775 400	3 575 400
Effet dilutif des stock-options		
Effet dilutif des bons de souscription d'actions		
Effet dilutif des bons de créateurs d'entreprises		
Effet dilutif des actions propres	192 571	192 571
Nombre total d'actions potentielles dilutives	192 571	192 571
Nombre d'actions en circulation diluées	3 582 829	3 382 829
Résultat dilué par action	-1,92	0,91

NOTE 21: Variation du BFR

En €	31/12/2015	31/12/2014
Clients et comptes rattachés	1 393 544	-644 980
Autres créances et comptes de régularisation	-566 243	556 488
Charges constatées d'avance	175 914	-39 178
Variation des postes "actifs"	1 003 215	-127 670
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 099	-273 969
Autres dettes et comptes de régularisation	137 373	-14 469
Variation des postes "passifs"	144 472	-288 438
Variation du BFR sur l'exercice	1 147 686	-416 108

La variation du BFR s'explique principalement par les avances fournisseurs et les acomptes d'impôt sur les sociétés.

NOTE 22. Autres informations**NOTE 22.1 : Effectifs à la fin de l'exercice**

	31/12/2015	31/12/2014
Effectifs	27	45
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	0	0
Total des effectifs	27	36

NOTE 22.2 : Engagements hors bilan**- Nantissement**

La totalité des titres Ulimit détenus par Tuto4pc.com Group a été nantie au profit du Crédit Agricole Centre Loire dans le cadre du crédit accordé. (Voir Note 6)

Les titres de Light Motion détenus par Tuto4pc.com Group ont été nantis à hauteur de 220 000 € au profit de la Banque Populaire.

- Caution

La BRED Banque Populaire a apporté une caution de 484 K€ au profit du Crédit Agricole Centre Loire dans le cadre de l'emprunt de 2 millions d'euros de nominal.

Sur l'emprunt de 300 000€ effectué auprès du CIC, le Groupe a obtenu une garantie d'OSEO à hauteur de 60% du concours soit 160 000€ (Cf. Note 6).

La BPI France a apporté une caution de 810 K€ au profit des banques Société Générale (500 K€), CIC (60 K€) et CRCAM Centre Loire (250 K€) dans le cadre de la transformation des crédits court terme en prêts moyen terme.

- Financement court terme :

Aucun

- DIF :

Le DIF a été transmis au Congé Formation Professionnelle (CFP) depuis janvier 2015.

NOTE 22.3 : Honoraires versés aux commissaires aux comptes

En € (HT)	31/12/2015	31/12/2014
Audit		
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	102 374	91 840
- Dont Grant Thornton	35 174	31 500
- Dont Arcade Audit	67 200	60 340
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0
- Emetteur		
- Dont Grant Thornton	0	0
- Dont Arcade Audit	0	0
- Filiales intégrées globalement		
<i>Sous-total</i>	<i>102 374</i>	<i>91 840</i>
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
- Juridique, fiscal, social		
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)		
<i>Sous-total</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAL	102 374	91 840

NOTE 22.4 : Parties liées

1. ESG (European Sales Growth) : société dont M. Franck Rosset, actionnaire et Président de Ulimit Group, est gérant et actionnaire majoritaire.

POSTES	Montant en Euros		
	2015	Note	2014
Participations			
Immobilisations incorporelles			
Créances rattachées à des participations			
Avances et acomptes sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Valeurs mobilières de placement			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits d'exploitation			
Autres achats et charges externes	332 327	1	256 800
Dotations aux amortissements et provisions			
Produits de participations			
Autres produits financiers			
Charges financières			

NOTE 22.5 : Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants s'élève au total à 248 K€ sur l'exercice 2015, contre 314 K€ en 2014.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

TUTO4PC.COM GROUP

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **TUTO4PC.COM GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques, événements postérieurs à la clôture et continuité d'exploitation » de l'annexe qui décrit l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Les titres de participation sont évalués sur la base de leur valeur d'inventaire selon les modalités décrites dans les notes c) et 1.2 « Immobilisations financières » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'inventaire, et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 2 mai 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

Arcade Audit

Laurent Bouby
Associé

Sydney Charbit
Associé

TUTO4PC.COM GROUP

14, rue de LINCOLN

75008 PARIS

COMPTES ANNUELS AU 31-12-2015

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de résultat	5
Faits caractéristiques de la période	7
Règles et Méthodes comptables	8
a) Principes comptables généraux.....	8
b) Immobilisations corporelles	8
c) Immobilisations financières.....	9
d) Evaluation des créances	9
e) Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement.....	9
f) Modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires	9
g) Divers	9
h) Capitaux propres	9
i) Provisions pour risques et charges	9
k) Intégration fiscale	10
l) Produits et charges exceptionnels	10
m) Dettes financières.....	10
Notes sur les principaux postes du bilan	11
1 – BILAN ACTIF.....	11
1.1 – Immobilisations incorporelles et corporelles	11
1.2 – Immobilisations financières	12
1.3 – Etat des créances	13
1.4 – Valeurs mobilières de placement	13
2 – BILAN PASSIF	14
2.1 – Tableau de variation des capitaux propres.....	14
2.2 – Capital social	14
2.3 – Dettes financières	14
2.4 – Dettes fournisseurs.....	15
2.5 – Dettes fiscales et sociales.....	15
2.6 – Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15
2.7 – Autres dettes	16
2.8 – Montant des charges à payer inclus dans les postes du bilan.....	16
2.9 – Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	16
Notes sur les principaux postes du compte de résultat.....	17
3.1 – Chiffre d'affaires	17
3.2 – Autres produits	17
3.3 – Charges d'exploitation – Autres achats et charges externes.....	18
3.4 – Autres charges	18
3.5 – Résultat financier	18
3.6 – Résultat exceptionnel	19
3.7 – Charges et produits sur exercices antérieurs	19
3.8 – Impôt sur les sociétés	19
Autres éléments d'information	20
4.1 – Effectif	20
4.2 – Eléments hors bilan	20
4.3 – Opérations avec les entreprises et les parties liées	22
4.4 – Identité de la mère consolidante	22
4.5 – Information sur les filiales et participations.....	22

Bilan Actif

En EUROS

RUBRIQUES	Note	Brut	Amort. Provisions	Net 31/12/2015	Net 31/12/2014
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1-1				
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concession, brevets et dts similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes		0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1-1				
Terrains					
Constructions		1 614	1 009	605	807
Install tech, mat et outillage ind.		4 958	3 099	1 859	2 479
Autres immobilisations corporelles		81 218	50 809	30 409	40 561
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1-2	87 790	54 917	32 873	43 847
Autres participations		8 215 712	8 215 712	0	2 720 150
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêt					
Autres immobilisations financières		765 469	482 389	283 079	291 483
		8 981 181	8 698 101	283 080	3 011 633
ACTIF IMMOBILISE		9 068 971	8 753 018	315 953	3 055 481
STOCK ET EN-COURS					
Stocks de matières premières					
Stocks d'en-cours de product. de biens					
Stocks d'en-cours de product. de services					
Stocks produits intermédiaires et finis					
Stocks de marchandises		0	0	0	0
CREANCES	1-3				
Avances acomptes versés sur comm.					
Créances clients et comptes rattachés	1-3-1				
Autres créances	1-3-2	3 132 467	2 568 662	563 805	2 642 285
Capital souscrit et appelé, non versé					
		3 132 467	2 568 662	563 805	2 642 285
DISPONIBILITES ET DIVERS					
Valeurs mobilières de placement				0	0
Disponibilités		50 213		50 213	128 481
Charges constatées d'avance		6 542		6 542	13 186
		56 754	0	56 754	141 667
ACTIF CIRCULANT		3 189 221	2 568 662	620 559	2 783 952
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0
Ecart de conversation actif				0	0
TOTAL GENERAL		12 258 192	11 321 680	936 512	5 839 432

Bilan Passif

En EUROS

RUBRIQUES	Note	31/12/2015	31/12/2014
SITUATION NETTE			
Capital social ou individuel dont versé 566 310	2-2	566 310	536 310
Prime d'émission		5 494 524	5 024 524
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence			
Réserve légale		53 631	53 631
Réserves statutaires et contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		-2 641 782	-3 912 402
Résultat de l'exercice		-5 235 631	1 270 620
		-1 762 948	2 972 683
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
PROVISIONS REGLEMENTEES		130 488	111 674
CAPITAUX PROPRES	2-1	-1 632 460	3 084 357
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES		0	0
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		0	0
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2-3	771 027	1 100 821
Emprunts et dettes financières divers	2-3	0	0
		771 027	1 100 821
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDE EN COURS			
DETTES DIVERSES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2-4	309 788	303 471
Dettes fiscales et sociales	2-5	42 846	158 346
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2-6		
Autres dettes	2-7	1 445 311	1 192 437
		1 797 945	1 654 254
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
DETTES		2 568 972	2 755 075
Ecarts de conversion passif		0	0
TOTALGENERAL		936 512	5 839 432

Compte de résultat

En EUROS

Note	RUBRIQUES	France	Export	31/12/2015	31/12/2014
	Ventes de marchandises			0	0
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	420 000	280 000	700 000	850 000
3-1	CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	420 000	280 000	700 000	850 000
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
3-2	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			3 219	4 641
3-2	Autres produits			1 909	20 842
	PRODUITS D'EXPLOITATION			705 128	875 483
3-3	CHARGES EXTERNES				
	Achats de marchandises (et droits de douane)				
	Variation de stock de marchandises				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)				
	Autres achats et charges externes			439 964	299 051
				439 964	299 051
	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			18 671	11 564
	CHARGES DE PERSONNEL				
	Salaires et traitements			126 976	198 334
	Charges sociales			57 750	83 931
				184 726	282 265
	DOTATIONS D'EXPLOITATION				
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			10 974	10 974
	Dotations aux provisions sur immobilisations				
	Dotations aux provisions sur actif circulant				
	Dotations aux provisions pour risques et charges				
				10 974	10 974
3-4	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			3 402	1 955
	CHARGES D'EXPLOITATION			657 737	605 809
	RESULTAT D'EXPLOITATION			47 391	269 674

Compte de Résultat (suite)

En EUROS

Note	RUBRIQUES	31/12/2015	31/12/2014
	PRODUITS FINANCIERS		
	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres Intérêts et produits assimilés	0	475
	Reprises sur Provisions et Transferts de Charges	0	1 302 710
	Différences positives de change	1	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
		1	1 303 185
	CHARGES FINANCIERES		
	Dotations aux amortissements et aux provisions	5 213 442	75 016
	Intérêts et charges assimilées	50 254	162 912
	Différences négatives de changes		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements		
		5 263 695	237 928
3-5	RESULTAT FINANCIER	-5 263 694	1 065 257
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations de capital		
	Reprises sur Provisions et Transferts de Charges		
		0	0
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	514	250
	Charges exceptionnelles sur opérations de capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions	18 814	18 814
		19 328	19 064
3-6	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-19 328	-19 064
3-8	Participation des salariés aux fruits de l'expansion		45 247
	Impôts sur les bénéfices		
	TOTAL DES PRODUITS	705 129	2 178 668
	TOTAL DES CHARGES	5 940 760	908 048
	BENEFICE OU PERTE	-5 235 631	1 270 620

Faits caractéristiques, évènements postérieurs à la clôture et continuité d'exploitation

Le groupe, après un 1^{er} semestre 2015 (Chiffre d'affaires consolidé de 5.930 Keuros et Résultat net consolidé de 1.089 Keuros) dans la continuité de l'activité 2014 (Chiffre d'affaires consolidé de 11.953 Keuros et Résultat net consolidé de 3.066 Keuros), a été confronté de manière extrêmement violente non seulement aux adblockers mais aussi à la généralisation d'une fonction anti adware dans les antivirus : lorsque le groupe TUTO4PC propose l'installation de son logiciel d'affichage publicitaire (adware), un certain nombre d'antivirus le font apparaître comme malware c'est-à-dire comme un logiciel malveillant, ce qui dissuade l'internaute de télécharger notre logiciel.

Les antivirus ont mis en place cette fonction car elle est dans l'ère du temps ; ce qui est globalement hostile à la publicité et les positionne ainsi en amont des adblockers.

Le groupe a réagi en mettant en demeure les sociétés d'antivirus pour qu'elles modifient la qualification de malware. Certains d'entre eux ont effectivement accepté de refaire apparaître la qualification adware mais le fait de faire apparaître cet adware comme une menace éventuelle, au lieu de le laisser s'installer naturellement sans avertissement comme dans le cadre de nos procédures d'installation historiques, a bien évidemment diminué de manière drastique la capacité d'installation.

Les antivirus agissent aussi de cette manière car un certain nombre d'entre eux reproduisent le business model du groupe en poussant de la publicité après leur installation : une action en concurrence déloyale demanderait des moyens financiers et des délais importants du fait que les antivirus sont principalement des sociétés étrangères.

C'est pourquoi, le groupe a concentré les ressources techniques de sa filiale CLOU4PC afin de mettre en place des solutions de contournement de ces blocages (by pass). La capacité technique des équipes et de leurs partenaires sous-traitants a permis de réassurer une capacité d'installation permettant à moyen terme de rétablir les ratios d'origine.

Cependant, l'écosystème d'annonceurs a été profondément affecté par cet environnement et les capacités à générer le volume de chiffre d'affaires similaire à 2014 sont en conséquence momentanément réduites.

Le savoir-faire de contournement (by pass) du blocage injustifié initié par les antivirus est apparu comme étant constitutif d'une capacité d'analyse des failles des antivirus et pourrait permettre le développement de solutions de cyber sécurité. L'activité de cyber sécurité rencontre un intérêt de principe par sa connotation B to C auprès des intervenants habituels du secteur en France.

Par conséquent, le chiffre d'affaires du second semestre s'est élevé à 3 701 Keuros (contre 5 930 Keuros au premier semestre), en net recul sur l'exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014.

Le groupe a été contraint de réagir rapidement également au niveau de l'ajustement nécessaire de ses charges de fonctionnement et notamment au niveau de sa masse salariale afin de les corrélés à la baisse de chiffre d'affaires. Ainsi, le groupe a procédé à 26 licenciements économiques pour passer d'un effectif de 54 personnes au 30 juin 2015 à 28 personnes au 31 décembre 2015, aucun de ces licenciements n'ayant à ce jour fait l'objet de procédure de contestation par voie prud'homale.

Parallèlement, le groupe a repris depuis juillet 2015 une renégociation avec ses créanciers financiers compte tenu de son incapacité à payer les montants des échéances mensuelles de l'échéancier négocié l'année précédente (protocole d'accord signé en mars 2015), et dans le cadre duquel le groupe avait pourtant déjà remboursé la somme de 1.927 Keuros sur une durée de 10 mois. La négociation s'est poursuivie en 2016 (cf. paragraphe « Continuité d'exploitation » ci-après).

Il a par ailleurs tiré les conséquences de la baisse significative des flux attendus par son activité en dépréciant de manière exceptionnelle la plupart de ses actifs incorporels au sein des comptes sociaux de ses filiales au 31 décembre 2015.

Continuité d'exploitation

Les négociations avec les créanciers financiers ont été prorogées à 2 reprises pour aller jusqu'à fin mai 2016, une première fois en date du 22 février 2016 et une seconde fois en date du 7 avril 2016.

Un échec dans les négociations remettrait en cause la continuité d'exploitation et la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité et devrait dans ce cas se placer en procédure collective judiciaire. En effet, afin de sécuriser l'organisation et la visibilité de sa situation, le groupe envisage d'utiliser éventuellement les moyens de protection mis à sa disposition par la loi, procédure de sauvegarde ou mise en redressement judiciaire.

La Direction demeure toutefois confiante dans sa capacité à trouver avec ses principaux créanciers financiers des solutions permettant la préservation des intérêts de toutes les parties.

Par conséquent, les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration dans une hypothèse de continuité d'exploitation, avec l'incertitude décrite ci-dessus concernant le dénouement des négociations avec les créanciers financiers.

Evènements post-clôture

Sur le 1^{er} trimestre 2016, le chiffre d'affaires a continué à se dégrader. La diminution des coûts d'exploitation initiée en 2015 n'a pas permis de retrouver un équilibre d'exploitation.

Par ailleurs, le niveau de trésorerie du groupe reste largement insuffisant et ne lui permet plus de financer son exploitation et de dégager des capacités d'investissement nécessaires au redéploiement de son activité d'origine.

Règles et Méthodes comptables

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels relatifs à la période du 1^{er} Janvier 2015 au 31 décembre 2015 ont été établis en EUROS conformément aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur en France, en particulier celles préconisées par le PCG 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014 et les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'arrêté au 31 décembre 2015 a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements	8 ans
Installations techniques, matériel et outillage	8 ans
Installations générales	8 ans

c) Immobilisations financières

Les frais d'acquisition sont comptabilisés dans les titres de participation.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant représentant la différence. La valeur d'inventaire des titres de participation est déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, ainsi que des perspectives de rentabilité et de développement des sociétés considérées.

Les immobilisations financières comprennent également des actions propres et un dépôt de garantie versé pour la location des locaux.

Les actions propres sont valorisées au bilan au cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

d) Evaluation des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

e) Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

f) Modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de prestations de services annexes. Ces prestations correspondent à la facturation par TUTO4PC.COM GROUP à ses filiales des services et conseils donnés dans les domaines financier, juridique, ressources humaines, stratégie et de Direction Générale.

Les prestations sont comptabilisées à la date de facturation qui correspond à la date de livraison de la prestation aux clients.

g) Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables et fiscales généralement admises.

h) Capitaux propres

La société a adopté la méthode dite préférentielle en ce qui concerne la comptabilisation des frais d'augmentation de capital. Les frais ayant concouru à l'introduction en bourse de la société ont été imputés nets d'impôts sur la prime d'émission, tel que le prévoit l'avis du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité n°2000-D en date du 21 décembre 2000.

i) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable

que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

j) Intégration fiscale

La société TUTO4PC.COM GROUP bénéficie du régime de l'intégration fiscale dont elle est la société tête de Groupe.

Par cette convention, la société TUTO4PC.COM GROUP devient seule redevable du paiement de l'impôt sur les sociétés pour le compte des filiales, à charge pour ces dernières d'indemniser TUTO4PC.COM GROUP de cette dépense. En cas de déficit constaté dans une des filiales, celui-ci est également transféré à TUTO4PC.COM GROUP, sans toutefois que la filiale puisse prétendre au remboursement de l'économie d'impôt ainsi obtenue.

k) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

l) Dettes financières

Les dettes bancaires sont majoritairement constituées d'emprunts amortissables. Les tirages successifs sont constatés dans les états financiers pour leur valeur nominale, la capacité d'emprunt résiduelle constituant un engagement hors-bilan.

Notes sur les principaux postes du bilan

1 – BILAN ACTIF

1.1 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Variation des montants bruts

MONTANTS BRUTS (en €)	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015	Variation
Frais d'établissement					
Concessions et droits similaires					
Immobilisations incop. En cours					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0
Agencement	1 614			1 614	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 958			4 958	0
Installations générales	81 218			81 218	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	87 790	0	0	87 790	0
TOTAL IMMOBIL. INCORPORELLES ET CORPORELLES BRUTES	87 790	0	0	87 790	0

Variation des Amortissements et provisions

AMORTISSEMENTS et PROVISIONS (en €)	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015	Variation
Frais d'établissement					
Concessions et droits similaires					
Immobilisations incop. En cours					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL AMORT. INCORPORELS	0	0	0	0	0
Agencement	808	202		1 010	202
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 479	620		3 099	620
Installations générales	40 658	10 152		50 810	10 152
TOTAL AMORT. CORPORELS	43 944	10 974	0	54 919	10 974
TOTAL AMORTISSEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS	43 944	10 974	0	54 919	10 974

Variation des Montants Nets

MONTANTS NETS (en €)	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015	Variation
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Concessions et droits similaires	0	0	0	0	0
Immobilisations incop. En cours	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
TOTAL IMM. NETTES INCORPORELLES	0	0	0	0	0
Agencement	806	-202	0	604	-202
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 479	-620	0	1 859	-620
Installations générales	40 561	-10 152	0	30 409	-10 152
TOTAL IMM. NETTES CORPORELLES	43 847	-10 974	0	32 873	-10 974
TOTAL IMMOBIL. INCORPORELLES ET CORPORELLES NETTES	43 847	-10 974	0	32 873	-10 974

1.2 – Immobilisations financières

Titres de participation

en €	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015	Variation
Titres de participation Ulimit	7 064 324			7 064 324	0
Titres de participation Cloud4pc	823 319			823 319	0
Titres de participation Tuto4pc.com International	9 000			9 000	0
Titres de participation Light Motion	319 070			319 070	0
Dépôt de garantie et cautionnements versés	0			0	0
Actions propres	765 469			765 469	0
TOTAL BRUT IMMOBIL. FINANCIERES	8 981 181	0	0	8 981 181	0

Titres de participation Ulimit	5 103 948	1 960 376		7 064 324	1 960 376
Titres de participation Cloud4pc	72 544	750 775		823 319	750 775
Titres de participation Tuto4pc.com International		9 000		9 000	9 000
Titres de participation Light Motion	319 070			319 070	0
Dépôt de garantie et cautionnements versés	0			0	0
Actions propres	473 986	8 403		482 389	8 403
TOTAL AMORT. ET DEPR. FINANCIERES	5 969 548	2 728 554	0	8 698 101	2 728 554

Titres de participation Ulimit	1 960 376	-1 960 376	0	0	-1 960 376
Titres de participation Cloud4pc	750 775	-750 775	0	0	-750 775
Titres de participation Tuto4pc.com International	9 000	-9 000	0	0	-9 000
Titres de participation Light Motion	0	0	0	0	0
Dépôt de garantie et cautionnements versés	0	0	0	0	0
Actions propres	291 482	-8 403	0	283 079	-8 403
TOTAL NET IMMOBIL. FINANCIERES	3 011 633	-2 728 554	0	283 080	-2 728 554

Les titres de participation correspondent au coût d'acquisition des titres, composé du prix d'achat augmenté des frais d'acquisition:

- 99,95% des titres de la société ULIMIT (anciennement TUTU4PC.COM). Suite à l'AG du 15 octobre 2015, la société a changé de dénomination sociale ;
- 100% des titres de la société CLOUD4PC,
- 90% des titres TUTO4PC.COM International ;
- 100 % des titres de Light Motion.

Les titres de Cloud4pc ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire à hauteur de 751 K€ au titre de l'exercice 2015. Les titres sont intégralement dépréciés.

Les titres de la filiale Ulimit ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 1 960 K€ à la clôture de l'exercice et de 2 061 K€ au titre du compte courant.

La situation nette de Tuto International a nécessité de comptabiliser une dotation pour dépréciation des titres à hauteur de 9 K€ et une dotation pour dépréciation du compte courant à hauteur de 399 K€.

La situation nette de Light Motion a nécessité de comptabiliser une dotation pour dépréciation du compte courant complémentaire à hauteur de 34 K€ ; Les titres sont intégralement dépréciés.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières concernent les titres auto détenus pour 765 K€ qui sont dépréciés à hauteur de 63 %.

1.3 – Etat des créances

- Créances Clients

Néant.

Les créances clients, qui concernent uniquement le groupe, sont intégrées dans les comptes courants des filiales concernées.

- Autres créances

en €	31/12/2015 Montants bruts	Provisions (1)	31/12/2015 Montants Nets	31/12/2014 Montants Nets	Variation
Fournisseurs débiteurs	0		0	0	0
Personnel	3 353		3 353	0	3 353
Impôt sur les sociétés	223 987		223 987	0	223 987
TVA déductible sur biens et services	36 123		36 123	30 741	5 381
Crédit de TVA à reporter	30 741		30 741	0	30 741
TVA sur factures non parvenues	14 531		14 531	19 048	-4 517
Etat produits à recevoir	782		782	0	782
Compte courant Ulimit	2 061 437	2 061 437	0	2 257 616	-2 257 616
Compte courant Cloud4pc	21 422		21 422	58 051	-36 629
Compte courant Tuto4pc.com International	622 521	389 655	232 866	276 355	-43 488
Compte courant Light Motion	117 570	117 570	0	0	0
Intérêts compte courant Ulimit			0	420	-420
Intérêts compte courant Cloud4pc			0	43	-43
Intérêts compte courant Light Motion			0	12	-12
TOTAL	3 132 467	2 568 662	563 805	2 642 285	-2 078 481

(1) Cf point 1.2

en €	31/12/2015 Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs débiteurs	0	0		
Compte courant	2 822 950	2 822 950		
Créances fiscales et sociales	309 517	309 517		
TOTAL	3 132 467	3 132 467	0	0

en €	31/12/2014 Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs débiteurs	0	0		
Compte courant	2 676 270	2 676 270		
Créances fiscales et sociales	49 790	49 790		
TOTAL	2 726 060	2 726 060	0	0

1.4 – Valeurs mobilières de placement

Néant

2 – BILAN PASSIF

2.1 – Tableau de variation des capitaux propres

En €	31/12/2014	Augmentation de capital	Prime d'émission	Réserve légale	Affectation Résultat N-1	Résultat 2015	Provision	31/12/2015
Capital	536 310	30 000						566 310
Primes liées au capital	5 024 524		470 000					5 494 524
Réserve légale	53 631							53 631
Report à nouveau	-3 912 402				1 270 620			-2 641 782
Résultat	1 270 620				-1 270 620	-5 235 631		-5 235 631
Provision réglementée	111 674						18 814	130 488
TOTAL Capitaux propres	3 084 357	30 000	470 000	0	0	-5 235 631	18 814	-1 632 460

La société n'a pas procédé à une distribution de dividendes depuis sa création.

2.2 – Capital social

Catégorie de titres	Nombre	Valeur nominale en €
Actions composant le capital au 31 décembre 2010	202 000	0,37
Actions émises le 09 juin 2011	2 828 000	0,15
Actions émises le 07 juillet 2011	545 400	0,15
Actions composant le capital au 31 décembre 2011	3 575 400	0,15
Actions émises le 27 mars 2015	200 000	0,15
Actions composant le capital au 31 décembre 2015	3 775 400	0,15

Une augmentation de capital a été effectuée en date du 27 mars 2015 d'une valeur totale de 500.000 euros permettant ainsi de créer 200.000 actions. 30.000 euros ont été affecté au capital et 470.000 euros à la prime d'émission.

2.3 – Dettes financières

En €	31/12/2015	- 1an	+1an - 5ans	+ 5ans	31/12/2014
Emprunts auprès des établissements de crédit	751 373	751 373		0	1 079 856
Découverts bancaires	0	0	0	0	341
Intérêts courus	19 655	19 655	0	0	20 623
TOTAL	771 027	771 028	0	0	1 100 821

Cette ventilation par échéance a été faite sur la base des renégociations bancaires acceptées le 4 mars 2015

Le poste Emprunts est composé de deux emprunts, le premier auprès du Crédit Agricole Centre Loire pour un montant de 660 835 euros et le deuxième auprès de la Banque Populaire Val de France pour un montant de 90 538 euros.

2.4 – Dettes fournisseurs

<i>en €</i>	31/12/2015 Montants bruts	31/12/2014 Montants bruts	Variation
Fournisseurs et comptes rattachés	222 509	188 971	33 537
Factures à recevoir	87 279	114 500	-27 221
TOTAL	309 788	303 471	6 316

<i>en €</i>	31/12/2015 Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	222 509	222 509	0	0
Factures à recevoir	87 279	87 279	0	0
TOTAL	309 788	309 788	0	0

2.5 – Dettes fiscales et sociales

<i>En €</i>	31/12/2015 Montants bruts	31/12/2014 Montants bruts	Variation
Personnel et comptes rattachés	13 180	16 132	-2 952
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 668	42 899	-26 231
Etat, impôts sur les bénéfiques	0	92 273	-92 273
Taxe sur la valeur ajoutée	0	2 315	-2 315
Etat, charges à payer	12 998	4 727	8 271
TOTAL	42 846	158 346	-115 500

<i>en €</i>	31/12/2015 Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Personnel et comptes rattachés	13 180	13 180		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 668	16 668		
Etat, impôts sur les bénéfiques	0	0		
Taxe sur la valeur ajoutée	0	0		
Etat, charges à payer	12 998	12 998		
TOTAL	42 846	42 846	0	0

2.6 – Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

N/A

2.7 – Autres dettes

<i>En €</i>	31/12/2015 Montants bruts	31/12/2014 Montants bruts	Variation
Intégration fiscale Ulimit	1 385 248	1 192 399	192 849
Intérêts courus Tuto4pc International	0	38	-38
Dettes CCSF	60 063	0	60 063
TOTAL	1 445 311	1 192 437	252 874

<i>en €</i>	31/12/2015 Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Intégration fiscale Ulimit	1 385 248	1 385 248		
Intérêts courus Tuto4pc International	0	0		
Dettes CCSF	60 063	60 063		
TOTAL	1 445 311	1 445 311	0	0

2.8 – Montant des charges à payer inclus dans les postes du bilan

<i>Postes de bilan En €</i>	31/12/2015	31/12/2014	Variations
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédits	19 655	20 623	-968
Emprunts et dettes financières divers	0	38	-38
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 279	114 500	-27 221
Dettes sociales	20 851	25 927	-5 076
Dettes fiscales	12 998	4 727	8 271
CHARGES A PAYER	140 782	165 815	-25 033

2.9 – Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

<i>Postes de bilan En €</i>	31/12/2015	31/12/2014	Variation
Etat, produits à recevoir	782	0	782
Intérêts courus non échus Ulimit	0	420	-420
Intérêts courus non échus Cloud4pc	0	43	-43
Intérêts courus non échus Tuto4pc.com International	0	0	0
Intérêts courus non échus Light Motion	0	12	-12
PRODUITS A RECEVOIR	782	475	307

Notes sur les principaux postes du compte de résultat

3.1 – Chiffre d'affaires

- Décomposition du chiffre d'affaires par réseau de ventes

en €	31/12/2015	31/12/2014	Variation	%
Facturation management fees	700 000	850 000	-150 000	-18%
TOTAL	700 000	850 000	-150 000	-18%

- Décomposition du chiffre d'affaires par répartition géographique

en €	31/12/2015	31/12/2014	Variation	%
Prestations France	420 000	600 000	-180 000	-30%
Prestations CEE	280 000	250 000	30 000	12%
TOTAL	700 000	850 000	-150 000	-18%

- Décomposition du chiffre d'affaires par bénéficiaire

en €	31/12/2015	31/12/2014	Variation	%
Ulimit	280 000	500 000	-220 000	-44%
CLOUD4PC	140 000	100 000	40 000	40%
Tuto4pc.com International	280 000	250 000	30 000	12%
TOTAL	700 000	850 000	-150 000	-18%

3.2 – Autres produits

En €	31/12/2015	31/12/2014
Produits divers de gestion courante	1 909	20 842
TOTAL	1 909	20 842

En €	31/12/2015	31/12/2014
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Transferts de charges	3 219	4 641
Reprise de provision	0	0
TOTAL	3 219	4 641

3.3 – Charges d'exploitation – Autres achats et charges externes

<i>en K€</i>	31/12/2015	31/12/2014	Variations
Petits matériel, achats non stockables	0	1	0
Loyers	69	37	32
Entretien et réparation	0	0	0
Assurance	46	48	-2
Honoraires et Frais d'actes	287	191	96
Publicités, publications, relations	0	0	0
Déplacements, missions, réceptions	26	16	10
Frais postaux et télécom.	1	0	1
Services bancaires	10	5	5
CHARGES	440	299	142

3.4 – Autres charges

<i>En €</i>	31/12/2015	31/12/2014
Charges de gestion courantes	3 402	1 955
TOTAL	3 402	1 955

3.5 – Résultat financier

<i>en €</i>	31/12/2015	31/12/2014	Variation
Produits financiers de participations	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	475	-475
Rep/prov. Dépr. Éléments financ.	0	1 302 710	-1 302 710
Gains de change	1	0	1
PRODUITS FINANCIERS	1	1 303 185	-1 303 184
Charges d'intérêts	50 254	162 912	-112 658
Dotation aux provisions éléments financiers	5 213 442	75 016	5 138 426
CHARGES FINANCIERES	5 263 695	237 927	5 025 768
RESULTAT FINANCIER	-5 263 694	1 065 257	-6 328 952

Exercice 2015 :

Les titres de Cloud4pc ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire à hauteur de 751 K€ au titre de l'exercice 2015. Les titres sont intégralement dépréciés.

Les titres de la filiale Ulimit ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 1 960 K€ à la clôture de l'exercice et de 2 061 K€ au titre du compte courant.

La situation nette de Tuto International a nécessité de comptabiliser une dotation pour dépréciation des titres à hauteur de 9 K€ et une dotation pour dépréciation du compte courant à hauteur de 399 K€.

La situation nette de Light Motion a nécessité de comptabiliser une dotation pour dépréciation du compte courant complémentaire à hauteur de 34 K€ ; Les titres sont intégralement dépréciés.

Exercice 2014 :

La dépréciation sur les titres de Cloud4pc avait été reprise à hauteur de 144 K€ au titre de l'exercice 2014 suite au résultat bénéficiaire de ladite société.

Les capitaux propres de la filiale Tuto4pc.com avaient été redressés grâce au résultat bénéficiaire de l'exercice 2014 ; ainsi, la société a repris la provision sur les titres à hauteur de 1 033 K€.

3.6 – Résultat exceptionnel

<i>en €</i>	31/12/2015	31/12/2014	Variation
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0
Amendes, Pénalités, chg s/ ex. antérieurs	514	250	264
Dotations aux amortissements et provisions réglementées	18 814	18 814	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 328	19 064	264
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-19 328	-19 064	-264

3.7 – Charges et produits sur exercices antérieurs

N/A

3.8 – Impôt sur les sociétés

TUTO4PC.COM GROUP a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter de l'exercice 2011.

Le groupe fiscalement intégré comprend Tuto4pc.com Group, société mère du groupe fiscal, Ulimit et Light Motion (à compter du 1^{er} janvier 2014).

Chaque société du groupe comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale. La société mère du groupe enregistre en compte courant la somme des impôts des filiales bénéficiaires. Aucune écriture n'est enregistrée chez les filiales déficitaires.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2015 a été constaté pour un montant de 2 668 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit d'un sous-compte du 641 - Charges de personnel.

Le produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Ce crédit d'impôt est utilisé pour continuer à favoriser l'évolution des salaires et les efforts en termes d'investissement.

Situation fiscale de la société hors régime d'intégration fiscale

en €	31/12/2015	31/12/2014
Déficits antérieurs	-2 133 919	-2 362 403
Résultat fiscal de l'exercice	-14 027	228 485
Taux IS	33,33%	33,33%
Créance fiscale	715 982	711 306
Déficit reportable	-2 147 946	-2 133 918

Situation fiscale de la société en tant que tête du groupe fiscalement intégré

en €	31/12/2015	31/12/2014
Déficits antérieurs	-4 775 818	-6 696 636
Résultat fiscal de l'exercice	-5 034 174	2 841 636
Limite d'imposition	0	1 920 818
Bénéfice à imposer	-5 034 174	920 818
Taux IS	33,33%	33,33%
IS dû	0	306 939
Crédit impôt recherche groupe	172 165	177 626
Crédit impôt apprentissage groupe	0	0
Crédit impôt compétitivité emploi groupe	23 352	27 438
Réduction impôt Mécénat	0	9 600
Charge/Créance fiscale (hors acomptes IS versés)	-195 517	92 275
Déficit reportable	-9 809 992	-4 775 818

Autres éléments d'information

4.1 – Effectif

L'effectif au 31 décembre 2015 dans la société se décompose de la façon suivante :

Par catégorie professionnelle	31/12/2015	31/12/2014
Cadres	2	3
Non Cadre	0	0
TOTAL	2	3

L'effectif inscrit au 31 décembre 2015 est de 2 personnes dont 2 cadres.

4.2 – Eléments hors bilan

- Indemnités de départ à la Retraite

Le montant des droits acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Au 31 décembre 2015, le montant des indemnités de départ à la retraite s'élève à 10 368 €.

- **Nantissement**

La totalité des titres ULIMIT détenue par TUTO4PC.COM GROUP a été nantie au profit du Crédit Agricole Centre Loire dans le cadre du crédit accordé.

Les titres de Light Motion détenus par Tuto4pc.com Group ont été nantis à hauteur de 220 000 € au profit de la Banque Populaire.

- **Caution**

La BRED Banque Populaire a apporté une caution de 484 K€ au profit du Crédit Agricole Centre Loire dans le cadre de l'emprunt de 2 millions d'euros de nominal.

- **DIF :**

Le DIF a été transmis au Congé Formation Professionnelle (CFP) depuis janvier 2015.

- **Locations financières**

Locations financières	2014			2015		
	Immobilier	Mobilier	Total	Immobilier	Mobilier	Total
Valeur d'origine		212 194	212 194		334 044	334 044
Amortissements:						
- Cumuls des exercices antérieurs		68 319			100 359	
- Dotations de l'exercice		32 040	32 040		43 887	43 887
Total		100 359	100 359		144 246	144 246
Redevances payées:						
- Cumuls des exercices antérieurs		187 020			226 513	
- Exercice		39 493	39 493		69 377	69 377
Total		226 513	226 513		295 890	295 890
Redevances restant dues						
- A un an au plus		27 157	27 157		49 099	49 099
- A plus d'un an et cinq ans au plus		13 578	13 578		69 558	69 558
- A plus de cinq ans		0			0	
Total		40 735	40 735		118 657	118 657
Valeur résiduelle						
- A un an au plus		0	0		0	0
- A plus d'un an et cinq ans au plus		0	0		0	0
- A plus de cinq ans		0	0		0	0
Total		0	0		0	0
Montant pris en charge dans l'exercice		39 493	39 493		69 377	69 377

4.3 – Opérations avec les entreprises et les parties liées

Eléments concernant les entreprises liées et les participations		
POSTES	Montant concernant les entreprises liées	
	2015	2014
Participations Nettes	823 319	2 720 151
Créances rattachées à des participations		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances brutes	2 822 950	2 676 270
Emprunts et dettes financières diverses	1 385 248	1 192 399
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits de participations		
Autres produits financiers	72 544	1 141 876
Charges financières	4 462 667	75 054

TUTO4PC.COM GROUP a facturé 280 K€ à TUTO4PC.COM INTERNATIONAL au titre de Management Fees sur l'exercice 2015.

4.4 – Identité de la mère consolidante

La société TUTO4PC.COM GROUP SA est la société mère consolidante du groupe comprenant les sociétés ULIMIT SA, CLOUD4PC SAS, TUTO4PC.COM INTERNATIONAL et LIGHT MOTION SASU.

4.5 – Information sur les filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	ULIMIT SA	CLOUD4PC SAS	Tuto4pc.com International	Light Motion
Date de clôture	31/12/2015	31/12/2015	31/12/2015	31/12/2015
Durée de l'exercice social en mois	12	12	12	12
Siège social	Paris (FRA)	Paris (FRA)	Cabrils (ESP)	Paris (FRA)
Capital	37 200	823 319	10 000	1 000
Réserves et report à nouveau	1 923 176	-72 544	84 201	-78 323
Résultat du dernier exercice clos	-4 905 635	165 681	-526 358	-40 478
Montant total des capitaux propres	-2 945 258	916 455	-432 156	-117 801
Quote part du capital détenue	99,95%	100,00%	90,00%	100,00%
Valeur comptable des titres détenus				
Valeur brute	7 064 324	823 319	9 000	319 070
Valeur nette	0	0	0	0
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés				
Valeur brute	2 061 437	21 422	622 521	117 570
Valeur nette	0	21 422	232 866	0
Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	8 832 489	870 000	1 548 011	816
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	0	0	0	0